

PATRIE DE M^{GR} OUELLET



Branle-bas de combat cette semaine dans le petit village de La Motte, perdu au beau milieu de l’Abitibi, à l’écart de tous les circuits touristiques. Ses habitants, qui l’ont choisi pour sa tranquillité, craignent d’être envahis par les touristes. Pourquoi? Parce que c’est le village natal du cardinal Marc Ouellet, que plusieurs vaticanistes voient comme le prochain pape. Il faut dire que l’exemple des villes natales des anciens papes ont de quoi les émouvoir : des centaines de milliers de pèlerins s’y pressent chaque année. Après le prochain conclave, l’Abitibi pourrait-elle devenir un nouveau pôle de tourisme religieux?

LE VILLAGE DE LA MOTTE SE PRÉPARE À L’INVASION



KATIA GAGNON

Le conclave a beau se dérouler à des milliers de kilomètres de La Motte, en Abitibi, le vote de 117 cardinaux pourrait changer la vie des 439 habitants de la petite localité. Si d’aventure le fils le plus illustre du village, le cardinal Marc Ouellet, est élu pape, les Lamottois se préparent à une véritable invasion de touristes.

« Si jamais M^{GR} Ouellet est nommé pape, il y aura certainement un flux de touristes qui arriveront et ça va déranger le quotidien des habitants », explique Stéphanie Lamarche, directrice du marketing de Tourisme Abitibi-Témiscamingue. Après quelques recherches sur le web, le bureau de tourisme a rapidement constaté que les villes natales des papes précédents étaient très fréquentées par les pèlerins (voir autres textes).

« On peut s’attendre à ce qu’une vague importante de touristes déferle sur tout l’Abitibi-Témiscamingue, dit M^{me} Lamarche. En fait, c’est comme si on s’était acheté un billet de loterie et qu’on rêvait à ce qu’on allait faire si on gagne. »

Les autorités touristiques de la région ont d’ailleurs tenu une réunion, lundi soir, dans le village natal de Marc Ouellet. On

a commencé à discuter, avec les élus locaux et la famille du cardinal, des infrastructures – destinées aux touristes, mais aussi aux médias – qui devront être mises en place si Marc Ouellet accède à la papauté.

Le village de La Motte est isolé des grands-routes, hors de tous les circuits touristiques. Outre la beauté âpre et sauvage de la nature abitibienne, il n’y a rien, à La Motte: ni restaurant, ni hôtel. Le seul commerce est celui de Lise et Florian Breault, un magasin général

« Si jamais il est élu, on va se ramasser comme Malartic: on va se faire envahir. Pas par une mine, mais par beaucoup de touristes. »
— Danny Lévesque

à l’ancienne où l’on trouve de tout, des clous de six pouces aux bonbons « à la cenne » en passant par une bouteille de vin ou de shampooin.

« J’ai des clients qui pensent qu’il va s’installer des restaurants, des hôtels, dit M^{me} Breault. Sur 10 clients, j’en ai deux qui sont contre: ils

disent qu’on va perdre notre petit village tranquille. »

Le maire de La Motte, René Martineau, fait partie des inquiets. « On va être envahis. C’est sûr que ça amène de l’inquiétude. Comment on va faire? Aucune idée. On n’a rien, ici. »

« Si jamais il est élu, on va se ramasser comme Malartic: on va se faire envahir. Pas par une mine, mais par beaucoup de touristes », résume Danny Lévesque, alias Danny Twist, auteur-compositeur local qui forme le trio des Frapabords avec sa conjointe, Liette Constant. Danny Twist a d’ailleurs déjà composé un hymne franchement rigolo, *On va-tu l’avoir, notre pape, chez nous?* à cet éventuel pape abitibien.

Un circuit « Marc Ouellet »

Verra-t-on naître un « circuit Marc Ouellet » à La Motte? « Il va falloir diriger les gens, les aiguiller. On ne peut pas les laisser libres d’aller partout, sinon ils vont se retrouver sur les pelouses de tout le monde! », dit M. Martineau.

Cependant, les éventuels pèlerins risquent d’être déçus. Il reste bien peu de traces du jeune Marc Ouellet au village. Sa maison natale n’existe plus, pas plus que l’école de rang qu’il a fréquentée. Quant à l’église Saint-Luc, l’évêché voulait la fermer ou la démolir, en 2001, parce qu’elle était gravement endommagée. La municipalité l’a achetée pour la somme symbolique de 1\$, l’a rénovée et transformée

en centre communautaire multifonctionnel.

La petite église blanche trône toujours au centre du village. On y célèbre encore des offices religieux – un curé itinérant vient dire la messe toutes les deux semaines –, mais les bancs et les confessionnaux ont été vendus. Le chœur, parfaitement préservé, est masqué par un rideau de lourd tissu doré qu’on soulève lorsqu’on célèbre la messe, des funérailles ou un baptême. Le reste du temps, la salle accueille les métiers à tisser du Cercle des fermières (dans le jubé), des fêtes et aussi des spectacles. Lisa LeBlanc est venue chanter *Ma vie c’est d’la marde* à La Motte avant que la célébrité ne lui tombe dessus.

Six frères et sœurs de M^{GR} Ouellet ainsi que sa mère habitent toujours au bord du lac La Motte. « Mais disons que, s’il y avait un circuit touristique, je verrais très mal qu’on en fasse partie. On ne souhaiterait pas ça à notre pire ennemi », dit Roch Ouellet, le frère cadet du cardinal.

Bien sûr, les retombées touristiques de l’élection d’un pape abitibien dépasseraient largement les limites de La Motte. « C’est tout l’Abitibi qui en profiterait! », dit avec enthousiasme M^{me} Lamarche. Une manne que René Martineau accueille avec réticence: « Les autres villes – Amos, Val-d’Or – vont profiter des retombées touristiques. Mais nous, on va devoir subir tout ce monde-là sans en tirer beaucoup d’avantages. »

Invasion de médias

Il reste que la nomination de Marc Ouellet suscite aussi un grand sentiment de fierté chez plusieurs villageois. « C’est tout un honneur pour La Motte, estime Jeanne-d’Arc Deschamps. Mais si ça arrive, ça va changer complètement le village. Ça l’a déjà changé! Dès l’annonce de la démission du pape, il y avait des médias internationaux ici! »

En effet, depuis deux semaines, le village est devenu un point de mire médiatique. « Dès que la nouvelle est tombée,

Notre vidéo



La Motte attend les touristes

La Motte, le petit village de 439 habitants, pourrait voir son quotidien bouleversé par le résultat du prochain conclave. Voyez notre vidéo à lapresse.ca/lamotte

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?
nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?
commentaires@lapresse.ca

SOMMAIRE

Amusez-vous!	CINÉMA 13	Monde	A 23 à 25; 28
Astrologie du jour	VOYAGE 15	Petites annonces	AFFAIRES 4
Avis et encans	P. ANNONCES 17-18	Restaurants	GOURMAND 6
Débats	A 26-27	Sudoku	AFFAIRES 4
Décès	P. ANNONCES 19 à 21	Supergrille	CV 8
Emplois	CV 7	Trait d’union	VOYAGES 15
Jardiner	MAISON 17	Vin	GOURMAND 5
Loteries	A 22		

Météo
Nuageux avec quelques flocons en matinée, maximum 1, minimum -1. P. ANNONCES 21

PATRIE DE M^{GR} OUELLET



PHOTOS JOE KLAMAR, AGENCE FRANCE-PRESSE

Wadowice, ville natale de Jean-Paul II

19 000 HABITANTS
2 MILLIONS DE PÈLERINS PAR AN

KATIA GAGNON

La ville de Wadowice, en Pologne, où Karol Wojtyła a passé toute son enfance et son adolescence, a été transformée par l’accession à la papauté de son ressortissant le plus célèbre. L’an dernier, 2 millions de pèlerins ont visité la petite ville, indique-t-on au bureau de tourisme de Wadowice. À titre de comparaison, la ville natale de Jean-Paul II est plus fréquentée par les touristes qu’un autre lieu historique d’importance qui se trouve dans la région: le camp de concentration d’Auschwitz, visité annuellement par 1,4 million de touristes.

Lors de l’accession de Jean-Paul II au trône de Rome, on a ouvert dans la petite ville un bureau de tourisme qui emploie quatre personnes à temps plein. On offre aux pèlerins « le tour Karol Wojtyła » en cinq étapes. La maison où il est né, transformée en musée, où sont exposés ses habits de prêtre et ses habits pontificaux ainsi qu’une collection de photos. Puis, la basilique, où il a assisté à ses premières messes et fait sa première communion; la mairie, qui était une ancienne école pour garçons où il a fait son primaire, et le lycée, où il a terminé ses études secondaires. Le tour se termine dans une pâtisserie, où les pèlerins sont invités à déguster ce qui était la pâtisserie préférée de Jean-Paul II, le kremowka, un mille-feuille à la polonaise.

Il faut cependant noter que la ville de Wadowice, qui se trouve à 50 kilomètres de Cracovie, est située dans une région très touristique de la Pologne. L’an dernier 12 millions de touristes l’ont visitée. Mais dans les tours organisés qui sillonnent la Pologne entière, un avant-midi est invariablement consacré à la ville natale de Karol Wojtyła.



PHOTOS IVANOH DEMERS

Florian Breault est propriétaire du seul commerce du village de La Motte.

lundi, le téléphone s’est mis à sonner. On nous demandait des déclarations. Ça sonnait chez ma mère, partout. Il a fallu bâtir un système de protection autour d’elle», souligne Roch Ouellet.

La directrice générale de La Motte, Rachel Cossette, a vu défiler des médias américains, français et canadiens-anglais depuis une semaine. « On a eu Channel 6, NBC Portland, *Good Morning America*, à Chicago – eux, ils doivent rappeler. Il y a France 24 qui est venu, le *Globe and Mail*, le *Toronto Star*, CTV, énumère-t-elle, une liste à la main. Disons qu’on n’est pas trop habitués. Heureusement que l’agente de développement est bilingue parce que moi, je ne parle pas l’anglais! »

La municipalité a d’ailleurs déjà prévu aménager une salle de presse pour la durée du conclave: le sous-sol du centre communautaire sera réservé aux journalistes. « On ne sait pas trop combien

de temps ça va durer, alors on va s’organiser pour offrir de la restauration à tout ce monde-là », explique M^{me} Cossette.

Les habitants de La Motte attendront donc la fumée blanche du conclave avec inquiétude, mais aussi avec fierté. « Même si ça nous apporte quelques soucis pour aménager notre village, on ne peut pas refuser un tel honneur, dit Lise Breault. Y en a juste un, pape! Et c’est notre petit village qui l’a vu naître! C’est extraordinaire! »

Signe des temps, la chanson *On va-tu l’avoir, notre pape?* a fait son chemin jusqu’à la radio montréalaise. Danny Twist n’en revient pas lui-même: « Imagine: on a joué à Paul Arcand! »

On prendrait l’eau du lac La Motte pour faire de l’eau bénite/On se partirait une belle grosse shop de saintes Vierges en plastique

On va-tu l’avoir, notre pape, chez nous?/On va-tu l’avoir, notre pape?



Rachel Cossette, directrice générale du village de La Motte, lève le rideau sur le chœur de l’église de La Motte. La nef a été réaménagée en salle communautaire.



PHOTOS DDPJOERG KOCH, AGENCE FRANCE-PRESSE

Marktl, ville natale de Benoît XVI

2700 HABITANTS
100 000 PÈLERINS PAR ANNÉE

KATIA GAGNON

Benoît XVI a beau être un pape moins charismatique que Jean-Paul II, sa ville natale a tenté de surfer sur le tourisme religieux pendant les huit années de son pontificat.

Pourtant, aucun des villages de Bavière dans lesquels il a passé son enfance ne peut se targuer d’avoir vu grandir Joseph Ratzinger. Dans les 10 premières années de vie du petit Joseph, sa famille a déménagé quatre fois. Le pape a dit à ses biographes qu’il ne gardait aucun souvenir de la ville où il est né.

Peu importe. Dès son élection comme pape, la ville de Marktl, où il est né, s’est lancée dans ce qu’on supposait être le lucratif marché du tourisme religieux. Le maire de Marktl, Hubert Gechmentdtner, a mis sur pied un bureau de tourisme, on a transformé la maison natale du pape en musée et on fait aussi visiter les fonts baptismaux où il a reçu les premiers sacrements. Les produits dérivés n’ont pas tardé à apparaître, créés par les artisans locaux: il y a le pain papal, la bière papale et la saucisse... Ratzinger.

Les premières années de la papauté de Joseph Ratzinger, les touristes ont afflué: 200 000 personnes visitaient Marktl chaque année. Un bon nombre d’entre elles avaient emprunté un circuit organisé par les agences de tourisme de la Bavière: de Marktl à l’Université de Ratisbonne, où Joseph Ratzinger a étudié, on amenait les pèlerins « sur les traces de Benoît XVI ».

Au cours des dernières années, le nombre de touristes avait diminué de moitié, a souligné le maire adjoint, Roland Stadler, dans un article publié tout récemment dans le *New York Times*. « Ça n’a jamais créé de boom économique dans notre ville », disait-il. Les pèlerins, expliquait-il, passaient tout au plus une heure ou deux dans la ville, commandaient une consommation au café local et c’était tout.

Le musée à la mémoire de Benoît XVI est désormais fermé cinq mois par année.

ACTUALITÉS

Recours constitutionnel des Clubs Compassion

EXCLUSIF

HUGO DE GRANDPRÉ

OTTAWA — Des Clubs Compassion de Montréal sont engagés dans une nouvelle bataille constitutionnelle. *La Presse* a appris que 4 des quelque 38 personnes arrêtées lors de raids policiers de juin 2010 ont demandé aux tribunaux d’invalider des dispositions de la loi sur les drogues et le règlement sur la marijuana médicale.

Marc-Boris St-Maurice et Charles Michael McKenzie, qui géraient le Centre Compassion du boulevard Saint-Laurent à Montréal, ont déposé à la Cour supérieure en janvier un « Avis d’intention de soulever l’inconstitutionnalité » du règlement fédéral sur la marijuana médicale et de certaines dispositions la Loi réglementant certaines drogues et autres substances.

Ces procédures s’ajoutent à celles déposées quelques semaines plus tôt par deux administratrices d’un autre groupe, le Club Compassion de la rue Papineau. Marianita Hamel et Geneviève Simon-Potvin affirment elles aussi que ces règles sont contraires

pas accès à leur médication, les privant ainsi de leur droit à la vie, la sécurité et la liberté », peut-on lire dans la requête de M^{mes} Hamel et Simon-Potvin. « En privant les malades de centres de distribution de cannabis à des fins médicales, se trouvent violés leur droit à

« Le Programme d’accès à la marijuana à des fins médicales ne remplit pas sa mission tant les démarches d’obtention de l’exemption sont laborieuses. » — Extrait de la requête déposée par Marianita Hamel et Geneviève Simon-Potvin

à la Charte canadienne des droits et libertés, et demandent qu’elles soient déclarées inconstitutionnelles. « Le Programme d’accès à la marijuana à des fins médicales ne remplit pas sa mission tant les démarches d’obtention de l’exemption sont laborieuses, et donc que les malades n’ont

la vie, la sécurité et la liberté, en contravention aux principes de justice fondamentale, ainsi que leur droit à l’égalité. » Le gouvernement fédéral est intervenu dans le dossier depuis le dépôt de ces avis, dont le volet constitutionnel risque d’être regroupé en un seul dossier. On peut

s’attendre à ce que ces procédures durent plusieurs années.

Une quinzaine de plaidoyers

Le 3 juin 2010, les forces policières ont arrêté près d’une quarantaine de personnes dans quatre Clubs Compassion de Montréal et un de Québec. Les accusations déposées incluait la possession et le trafic de cannabis. À l’époque, les gens de l’industrie avaient accusé les pratiques trop permissives du centre Culture 420, à Lachine, d’avoir attiré l’œil des policiers.

Près de trois ans après la rafle, une quinzaine de personnes ont plaidé coupable et ont reçu une absolution assortie d’un don de charité. En tout, une vingtaine d’accusés restent dans l’engrenage judiciaire, dont les quatre coaccusés du centre de Québec.

Les dispensaires ou Clubs Compassion distribuent du cannabis thérapeutique à des personnes atteintes de divers troubles de santé. En règle générale, ils exigent une note du médecin qui recommande ce moyen de traitement.

La pratique n’est pas légale au Canada, mais elle est souvent tolérée par la police ou les gouvernements. Il arrive que des perquisitions soient tout

de même menées, comme celles de 2010. Auxquels cas, il n’est pas rare de voir la constitutionnalité des règles sur la marijuana contestée.

C’est d’ailleurs ce que l’un des accusés, Marc-Boris St-Maurice, a fait au début des années 2000. Le fondateur du Bloc Pot et du Parti marijuana s’était fait accuser avec un collègue de possession et de trafic de marijuana, en lien avec les opérations du même Club.

Le juge Gilles Cadieux, de la Cour supérieure, avait tranché que l’absence de source légale d’approvisionnement en marijuana brimait certains droits constitutionnels. Mais il avait préféré ordonner un arrêt des procédures plutôt que d’invalider les règles en vigueur.

À noter que ces nouvelles procédures en inconstitutionnalité s’appliquent au règlement tel qu’il était en vigueur lors des arrestations. Ottawa prévoit adopter un nouveau règlement sur la marijuana médicale ce printemps. La distribution de cannabis dans des Clubs Compassion ou les dispensaires devrait toutefois demeurer interdite en vertu des nouvelles règles.

« CANNABIS INC. » À LIRE EN PAGES 2 ET 3 DU CAHIER ENJEUX




**MONTRÉAL
EN LUMIÈRE**

Pour la troisième année, Bell est fière d’être derrière MONTRÉAL EN LUMIÈRE, l’un des plus grands festivals d’hiver au monde. Venez visiter nos installations sur le site du festival.

la vie est **Bell**



PHOTO LA PRESSE CANADIENNE
Michael Applebaum

Conflit syndical

Applebaum se plaint de «menaces» des policiers

PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN ET HUGO PILON-LAROSE

Le maire de Montréal, Michael Applebaum, affirme que la Fraternité des policiers cherche à l'intimider pour qu'il revienne sur sa décision de mettre fin à leur semaine de travail de trois jours. Appréhendant une campagne de dénigrement, il a lancé cet avertissement: «On ne va pas m'intimider, on ne va pas me menacer.»

Un bras de fer se joue depuis plusieurs semaines entre la Ville et ses policiers, qui souhaitent maintenir le projet-pilote lancé par la direction du SPVM en mars 2012 et qui leur permet d'avoir un horaire de trois jours plutôt que de quatre. Michael Applebaum a convoqué la presse d'urgence hier matin pour dénoncer les manœuvres du syndicat, qu'il considère comme de l'intimidation.

Le maire affirme que le président de la Fraternité des policiers, Yves Francoeur, lui a donné jusqu'à 18 h hier pour revenir sur sa décision, sans quoi il s'exposerait à des représailles. Dans un courriel distribué aux médias, un responsable syndical prévient que le maire aura le syndicat «sur le dos» s'il ne change

«J'ai eu des conversations viriles avec des ministres, par le passé, qui sont restées entre nous.»

— Yves Francoeur, président de la Fraternité des policiers de Montréal

pas d'idée. M. Applebaum soutient qu'Yves Francoeur lui a dit, lors d'un entretien téléphonique jeudi matin, qu'il s'en prendrait directement à lui.

«Je n'ai jamais menacé personne», a répliqué le président de la Fraternité des policiers lors d'un point de presse tenu hier après-midi. M. Francoeur a mandaté les procureurs du syndicat d'exiger que M. Applebaum se rétracte. Il n'a pas précisé s'il envisageait de poursuivre ce bras de fer devant les tribunaux. «Je parle régulièrement à des ministres, des sous-ministres et des premiers ministres, et je ne me suis jamais fait faire ce coup-là, a martelé M. Francoeur. Si de dire que "la marde va pogner" chez les policiers insatisfaits est une menace pour le maire, il a la peau mince. J'ai eu des conversations viriles avec des ministres, par le passé, qui sont restées entre nous», a-t-il ajouté.

Un système optimal pour tous

Selon la Fraternité, les policiers qui bénéficient d'un horaire de trois jours travaillent autant d'heures que ceux qui travaillent quatre jours. L'ancienne façon de faire, qui n'avait pas été modifiée depuis les années 70, ne serait pas optimale, ni pour les policiers ni pour la Ville, assure le syndicat.

Plus tôt hier, le maire de Montréal a assuré aux médias qu'il n'exagérerait pas la menace qu'il disait avoir reçue. «Je sais qu'il en est capable, il l'a déjà fait contre Gerald Tremblay.» L'automne dernier, la Fraternité avait demandé publiquement la démission de l'ex-maire à la suite des révélations de la commission Charbonneau.

COMMISSION CHARBONNEAU

Enquête sur le secteur immobilier de la Ville de Montréal

EXCLUSIF
KATHLEEN LÉVESQUE

La commission Charbonneau enquête sur des transactions et des dossiers de gestion immobilière réalisés par la Ville de Montréal au cours des dernières années. Plusieurs des manœuvres suspectées auraient été menées sous la responsabilité d'un haut fonctionnaire qui participe, par ailleurs, aux travaux de réflexion éthique du comité-conseil de Jacques Léonard sur l'octroi des contrats municipaux.

Le directeur général de la Ville de Montréal, Guy Hébert, a confirmé à *La Presse* que le secteur immobilier est sous la loupe de la commission Charbonneau. Lui-même a rencontré la Commission «sur une foule de dossiers». Mais ce sont les décisions du directeur des stratégies et transactions immobilières, Michel Nadeau, qui soulèveraient des doutes.

Selon Guy Hébert, la situation n'empêche pas M. Nadeau de poursuivre son travail au sein du comité Léonard. «Il n'y a pas de manque d'éthique là-dessus. Selon moi, il n'y a pas de conflit d'intérêts», a affirmé la semaine dernière M. Hébert,

avant d'ajouter: «Si quelqu'un est reconnu coupable d'avoir fait des choses, c'est tolérance zéro dans l'organisation».

Michel Nadeau est l'un des huit fonctionnaires montréalais (en plus d'un enquêteur à la retraite de la Sûreté du Québec) à siéger au comité-conseil présidé par l'ex-ministre Jacques Léonard. Né d'une collaboration entre le gouvernement du Québec et la Ville de Montréal

Parmi les éléments d'enquête sur le radar de la Commission, on retrouve notamment la vente litigieuse des terrains du secteur Marc-Aurèle Fortin achetés pour 7,7 millions et revendus 1,5 million au consortium Petra-Saint-Luc.

afin d'assainir le processus d'octroi de contrats, ce groupe de travail devra faire des recommandations d'ici juin, question de réduire au minimum les risques de collusion et de corruption.

Pendant que M. Nadeau et ses collègues du comité cherchent les meilleures pratiques à adopter à Montréal, la commission Charbonneau décortique ce qui pourrait être des arrangements

plutôt que des transactions immobilières.

Parmi les éléments d'enquête sur le radar de la Commission, on retrouve notamment la vente litigieuse des terrains du secteur Marc-Aurèle Fortin achetés pour 7,7 millions et revendus 1,5 million au consortium Petra-Saint-Luc. Ce dossier a fait l'objet d'un témoignage devant la commission Charbonneau au début du mois. Le prédécesseur

Développement Télémedia et ses partenaires de payer 5 millions de moins. Il y a aussi la transaction stoppée puis reprise à la faveur d'un autre promoteur d'un terrain de stationnement dans le Vieux-Montréal (entre les rues Saint-Jacques et Notre-Dame).

Des projets de rénovations d'immeubles sont également dans la ligne de mire de la Commission, par exemple les travaux de maçonnerie effectués à l'hôtel de ville par l'entrepreneur LM Sauvé.

Jusqu'à maintenant, M. Nadeau bénéficie de la confiance du directeur général de la Ville. «Il n'y a rien qui me laisse penser qu'il est tout croche, tout de travers. Quand on trouve des transactions qui ne sont pas correctes, le contrôleur général a le devoir et la directive de les envoyer à la Sûreté du Québec», a-t-il précisé.

La Ville de Montréal a décliné la demande d'entrevue avec M. Nadeau, qui était à l'extérieur du pays. On a toutefois noté que «la Ville collabore entièrement avec les représentants de la commission Charbonneau» et que «les échanges entre les deux organisations ne feront pas l'objet d'entrevues auprès des médias afin de ne pas nuire aux travaux de la Commission».



TOUT LE MONDE EN PARLE

DIMANCHE 20h

Les invités cette semaine:

- Tanya St Arnauld
- Chantal Lacroix
- Mitsou
- Patricia Paquin
- José Gaudet
- Pierre Lapointe
- Suzanne Coupal
- Beryl Wajzman
- Colin Standish



SOCIETY FOR NEWS DESIGN



ÉRIC TROTTIER,
Vice-président à l'information
et éditeur adjoint
La Presse/Lapresse.ca

Il est réjouissant de constater que des experts du monde entier viennent une fois de plus de reconnaître l'immense talent des journalistes de *La Presse*.

En effet, la Society for News Design (SND), un prestigieux concours international, vient à nouveau de classer *La Presse* dans le groupe des journaux les mieux conçus et les mieux présentés de la planète.

Nos journalistes et graphistes ont remporté pas moins de 18 prix au concours 2012, dont les résultats ont été révélés cette semaine. Un exploit unique au Québec, qui nous positionne encore une fois dans le groupe des 12 meilleurs quotidiens mondiaux. Plus de 9000 candidatures avaient été soumises et une centaine de journaux figuraient parmi les finalistes du concours.

Pour moi, cette nouvelle série de distinctions confirme à quel point l'équipe de *La Presse* a de la profondeur. Notre salle de rédaction est plongée au cœur d'un projet fantastique, mais l'ensemble de nos journalistes garde le cap sur notre mission prioritaire: toujours être les meilleurs en information de qualité, quel que soit le contenu et quelles que soient nos plateformes.

Dans les circonstances, constater que *La Presse* se classe encore parmi les meilleurs journaux au monde me réjouit au plus haut point et me donne confiance face à nos projets d'avenir.

Je salue plus précisément l'immense talent de nos graphistes et illustrateurs, dirigés par notre directrice artistique, Geneviève Diné. Sans cette équipe, *La Presse* n'aurait certainement pas le lustre que nous avons acquis ces dernières années. Un lustre de média moderne qui se remet en question et se réinvente, jour après jour.

Plus de 25 graphistes parmi les plus talentueux au pays participent à la création de votre journal papier. Ils ne sont peut-être pas aussi connus que nos meilleures plumes, mais dans le milieu de l'édition, ce sont de véritables superstars.

En analysant nos 18 projets sélectionnés par le SND, hier, Geneviève me faisait remarquer à quel point ceux-ci se démarquent par notre propension à déconstruire le contenu pour présenter l'information de toutes les manières, avec du graphisme de données, des illustrations, des photos, etc. «C'est un véritable travail d'équipe», a ajouté notre directrice artistique. Et elle a raison: tous nos journalistes, qu'ils soient reporters, pupitreurs, graphistes ou photographes/vidéastes, ainsi que ceux et celles qui les dirigent, se cassent la tête tous les jours pour réinventer la manière de raconter une bonne histoire, une grosse nouvelle ou une analyse.

Dans un monde qui voit les plateformes d'information se multiplier à une vitesse foudroyante, il est bon de se rappeler qu'il existe au Québec une grande salle d'information qui est tournée vers l'avenir et qui consacre le gros de ses énergies à développer de nouvelles façons de mieux informer les Québécois. Cette salle de rédaction, c'est celle de *La Presse*.

18 NOUVEAUX
PRIX POUR
LA PRESSE

Un prestigieux concours international a souri à *La Presse*. Parmi 9000 candidatures venant des quatre coins du monde, votre quotidien a remporté 18 prix d'excellence attribués par la Society for News Design.



Francis Léveillé



David Lambert et Verónica Pérez-Tejeda



Francis Léveillé



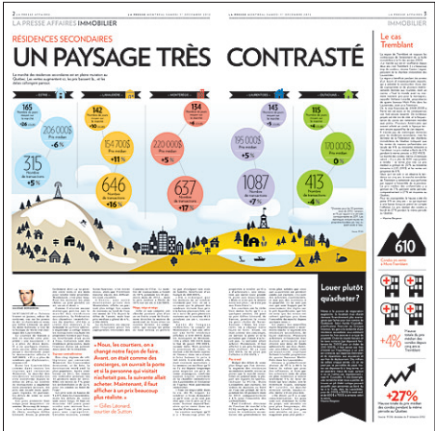
Kevin Massé



Pascal Roux



Mathieu Masson



Julie Grimard et Alex Blouin



Johan Batier



David Lambert



Julia Trudeau



Francis Léveillé



Julien Chung



Jocelyne Potelle

LA FÊTE JUIVE DE POURIM

Outremont sur le qui-vive

JEAN-CHRISTOPHE LAURENCE

La fête de Pourim sera-t-elle aussi pourrie que l’an dernier? C’est la question que plusieurs se posent alors que les hassidim d’Outremont s’apprêtent à célébrer leur «Halloween juive», demain.

«Il y a beaucoup de tension, avoue Alex Werzberger, porte-parole bien connu de la communauté. Personne ne sait ce qui va se passer.»

Rappelons que, en 2012, la conseillère municipale Céline Forget avait été prise à partie par un groupe de juifs orthodoxes alors qu’elle veillait – avec un zèle exemplaire – à ce qu’ils respectent le règlement municipal. Cet incident, largement relayé sur YouTube, avait cristallisé les tensions entre les hassidim et quelques citoyens d’Outremont.

Règlement

Le règlement en question, en vigueur depuis 2003, interdit aux autobus à «double essieu» de circuler dans les rues résidentielles d’Outremont. Or, certains de ces autobus (les navettes de type «aéroport») sont très utilisés durant la fête de Pourim par des classes d’élèves qui rendent visite aux personnes importantes de la communauté. Les autobus à «essieu simple», comme les fourgonnettes, ne seraient pas une solution puisqu’ils sont

trop petits et moins efficaces pour l’ensemble de l’opération.

Le 4 février, à la séance du conseil, le Comité consultatif sur les relations intercommunautaires d’Outremont a suggéré à l’arrondissement de suspendre ce règlement pendant deux jours, pour la durée de Pourim. Mais cet «accommodement raisonnable» a été rejeté, au grand dam de la communauté.

«J’ai trouvé ça très triste et très décevant, résume Mindy Pollack, membre du comité et du groupe des Amis de la rue Hutchison. Cette fête dure une journée. On ne demandait pourtant pas grand-chose...»

S’inviter à la fête

À quoi s’attendre demain? Au Comité juif québécois (CJQ), Hirsh Teitelbaum promet que la communauté fera «tout son possible» pour respecter le règlement. Moins prudent, M. Werzberger affirme pour sa part qu’il n’y a pas de «ligne officielle» et que ce sera «chacun pour soi». «On ne dira pas de briser la loi, mais on ne dira pas de ne pas fêter Pourim.»

L’arrondissement d’Outremont et le SPVM ne prévoient pas de dispositions particulières pour l’occasion. Les effectifs seront les mêmes qu’à l’Halloween et à «toute autre fête de cet ordre».



PHOTO HUGO-SEBASTIEN AUBERT, COLLABORATION SPECIALE

À la fête de Pourim, les enfants déguisés rendent visite aux membres de la communauté afin de récolter des bonbons et des dons pour les organismes caritatifs.

De son côté, Céline Forget entend bien s’inviter à la fête. Interrogée sur ses intentions, elle a répondu par un éloquent «je prévois aller me promener (dans les rues), pourquoi pas?»

Un miracle

Qu’est-ce que Pourim? Célébrée chaque année pendant le mois hébreu

d’Adar (février-mars), Pourim commémore un miracle qui avait sauvé le peuple juif dans la Perse antique.

Pour l’occasion, les enfants déguisés rendent visite aux membres de la communauté afin de récolter des bonbons et des dons pour les organismes caritatifs. Les déguisements vont de la princesse

asiatique à Spiderman en passant par les personnages de la légende de Pourim: la princesse Esther, le roi Assuerus ou le méchant ministre Haman, qui avait lancé le décret d’extermination.

Les rabbins déconseillent de se déguiser en Haman, mais ce souhait n’est pas toujours respecté.

Kenny Bédard reste détenu

DANIEL RENAUD

L’ancien membre des Rocker Kenny Bédard et cinq de ses présumés complices arrêtés lors du démantèlement d’un réseau de trafic de stupéfiants lié aux Hells Angels jeudi, dans le sud-ouest de Montréal, restent derrière les barreaux.

Bédard, 48 ans, son neveu Michael Parent, 28 ans, Patrick Pascone-Ménard, 34 ans, Gilles Touchette, 26 ans, Dominic Perron, 22 ans, et Éric Villacabeira, 20 ans, ont comparu hier au palais de justice de Montréal.

Bédard a été accusé de complot de trafic de stupéfiants et de possession d’une arme prohibée, alors que les autres ont été principalement accusés de possession de stupéfiants dans un but d’en faire le trafic.

Bédard, qui avait été condamné à 10 ans de prison à la suite de l’opération Printemps 2001, était toujours en liberté conditionnelle au moment de son arrestation jeudi. Celle-ci a été immédiatement suspendue.

Une femme de 30 ans, Kathleen Rose Walker-MacKenzie, a été libérée sous conditions alors que des dénonciations ont été signifiées à six autres individus. L’enquête sur remise en liberté des accusés a été reportée à la semaine prochaine.

Fratricide Coupable de meurtre non prémédité

Tobby Carrier a été déclaré coupable du meurtre non prémédité de son frère Ismaël et de tentative de meurtre sur ses deux parents, hier soir, au palais de justice de Rimouski. Le 31 mars 2009, Tobby Carrier a poignardé son père et sa mère d’une dizaine de coups de couteau. Il s’est ensuite attaqué à son frère en lui rentrant profondément le poignard dans le coeur. Lorsque les policiers sont arrivés à la résidence familiale, Tobby Carrier ne semblait pas comprendre les motifs de son arrestation. En cour, un psychiatre a soutenu qu’il souffrait d’un trouble de personnalité limite et qu’il aurait subi un épisode de dissociation le soir du crime.

– Émilie Bilodeau

OBLIGATIONS À TAUX PROGRESSIF
**LE TAUX D’INTÉRÊT AUGMENTE
CHAQUE ANNÉE
PENDANT**

10
ANS

**LES OBLIGATIONS SONT REMBOURSABLES
ANNUELLEMENT À LEUR DATE ANNIVERSAIRE**

APPELEZ-NOUS POUR EN SAVOIR PLUS

1 800 463-5229 | www.epq.gouv.qc.ca

Du lundi au vendredi de 8 h à 20 h
et les samedis de février de 10 h à 16 h

**ÉPARGNE
PLACEMENTS
QUÉBEC**

VOTRE
REER
GARANTI
À 100 %

BONI DE

1%

LA PREMIÈRE ANNÉE
POUR LES NOUVEAUX FONDS
REER, FERR, CRI ET FRV
INVESTIS EN OBLIGATIONS

Épargne
Placements

Québec

ACTUALITÉS

Du steak aux W.-C.



Madame l’inspectrice de l’Office québécois de la langue française était bien de sa personne et d’une politesse exquise. Elle avait même annoncé sa visite à l’avance au propriétaire de la brasserie Holder.

Le restaurant, sur le modèle d’une brasserie parisienne, est un des plus fréquentés du Vieux-Montréal.

Maurice Holder, le propriétaire, n’était pas particulièrement nerveux. Le travail se fait en français, l’affichage est en français, bref, ce serait une visite de routine comme celle du Service de prévention des incendies.

Mais Madame la très aimable inspectrice de l’OQLF a tiqué dès la première minute: le téléphone des employés avait des touches «hold» et «redial».

– Il va falloir masquer ça, monsieur.

Maurice Holder trouvait la décision un peu comique, mais il n’avait jusque-là aucun problème qu’un bout de *tape* – pardon, de ruban gommé – ne pouvait régler.

En cuisine, l’inspectrice a été irritée d’apercevoir sur le four à micro-ondes une touche «ON/OFF».

– Couvrez-moi ça, s’il vous plaît.

– O u i , m a d a m e l’inspectrice...

On passe en revue les outils de travail. Ah! Ha! Les mises en garde de sécurité sur le malaxeur sont en anglais! Le cas s’alourdissait...

– Veuillez cacher ce texte.

Maurice Holder commence à pomper l’huile, mais il en va des inspectrices comme des

douaniers: mieux vaut prendre une grande respiration et obéir à leurs directives. Il prend donc docilement un peu de ruban et le colle sur le côté du malaxeur.

Vous êtes rassurés, j’espère, mesdames et messieurs, de savoir que l’Office québécois de la langue française veille à ce que le personnel des cuisines de la nation ne soit pas exposé à des mots impurs, fût-ce sous de fallacieux prétextes de sécurité.

Madame l’inspectrice scrute le malaxeur couvert de ruban blanc d’un œil dubitatif.

– On voit les mots à travers!

Maurice Holder a mis une deuxième couche de *tape* (et une autre sur sa bouche).

Ils approchaient des fourneaux et c’est là que Madame l’inspectrice a été présentée au

L’inspectrice était choquée. On n’a pas le droit d’écrire «steak» dans une cuisine où s’applique la Charte de la langue française.

chef Simon Laplante. Le chef a un petit tableau sur lequel il écrit sa liste d’épicerie: salade, œufs, sucre, steak...

– Steak!

L’inspectrice était choquée. On n’a pas le droit d’écrire «steak» dans une cuisine où s’applique la Charte de la langue française. Il faut paraît-il utiliser «bifteck». Vous essayez ça avec le serveur en commandant un steak-frites à Paris: «Je préférerais que vous disiez bifteck.» Vous



Une inspectrice de l’OQLF a demandé à Maurice Holder, propriétaire de la brasserie qui porte son nom, de retirer l’inscription «W.-C.» de la porte des toilettes. Il s’agit d’une expression pourtant très répandue en France.

risquez de le recevoir en pleine face.

Le chef pensait à une sorte de blague. C’était sérieux: il ne faut plus écrire des vilains mots.

Quoi d’autre? En caractères minuscules, sur le côté de la machine à café, il était écrit

- C’est dans toutes les toilettes publiques en France!
- On n’est pas en France.
- C’est dans le *Larousse*!
- Ce n’est pas dans notre lexique.
- C’était une niaiserie de trop.
- «Je suis désolé, madame, mais ça, je ne le changerai pas. Je ne suis pas capable. On va devoir aller en cour.»
- L’inspectrice a laissé tomber.

■■■

Comprenez que Maurice Holder est tout sauf un «angryphone». Fils d’un immigrant londonien et d’une Québécoise francophone, il est marié à une francophone. Les 60 employés de son restaurant parlent français, ce qui est une condition d’embauche. Il n’en a ni contre la loi 101 ni contre la défense du français. Il a fallu le convaincre de raconter cette histoire.

«Je me dis que si c’est comme ça chez nous dans une brasserie française où tout se passe en français, imaginez dans un restaurant grec de l’avenue du Parc – ou un italien du boulevard

Saint-Laurent, où l’on a voulu bannir “pasta”. Il me semble que ce n’est pas ça, Montréal. Je ne sens pas d’animosité entre anglophones et francophones, alors je ne comprends pas ce genre d’intervention.»

Contrairement à ce qu’on pense à Toronto, par ailleurs, ce zèle n’a rien à voir avec l’élection du PQ (qui veut cependant rendre la loi applicable aux commerces de 25 employés et moins). Cette inspection remonte à une douzaine de mois, sous le gouvernement libéral.

Mais donnez un règlement à un inspecteur... Privez-le de son jugement... Et il emmèrera une ville entière – en plus de vous faire honte à l’international. Tout ça, bien sûr, sans rien accomplir d’utile pour la protection du français.

À quand des subventions pour du ruban à gommer de restaurant qu’on voit pas à travers?

Pour joindre notre chroniqueur: yves.boisvert@lapresse.ca

UN REER ORDINAIRE



LE REER DU FONDS



30 % D'ÉCONOMIES D'IMPÔT DE PLUS QU'AVEC UN REER ORDINAIRE

UN REER DE 1000 \$

380\$*

Économies d'impôt avec un REER ordinaire

380\$*

+ 300\$

Économies d'impôt avec le REER du Fonds

*Basé sur un taux marginal moyen de 38 %

30 ANS

FAIRE TOURNER L'ÉCONOMIE D'IMPÔT



MONTREAL

8717, rue Berri, rez-de-chaussée

1500, av. McGill College, local 403, 4^e étage

CRÉMAZIE

PEEL

BLAINVILLE

28, ch. de la Côte-Saint-Louis Ouest, bureau 102

BROSSARD

4805, boul. Lapinière, rez-de-chaussée

LAVAL

1750, boul. Le Corbusier

PIERREFONDS

4563, boul. Saint-Charles

POINTE-AUX-TREMBLES

12905, rue Sherbrooke Est, bureau 305

REPENTIGNY

190, rue Notre-Dame, porte 1

Lundi au vendredi de 8 h 30 à 20 h

Samedi de 9 h à 17 h

Ce placement est effectué au moyen d'un prospectus qui contient des informations détaillées importantes au sujet des actions du Fonds de solidarité FTQ. On peut se procurer un exemplaire du prospectus aux bureaux du Fonds ou sur son site Internet. Il est recommandé aux investisseurs de lire le prospectus avant de prendre une décision d'investissement.

1000\$	500\$	100\$	1000\$
16,03\$	8,01\$	1,60\$	16,03\$

Si votre solde quotidien moyen est de :
Les frais de crédit pour une période de 30 jours seront de :

Exemple de frais de crédit pour un cycle de facturation de 30 jours :
Termes et conditions de la vente pour le programme de financement « Paiements mensuels égaux, sans intérêt » : achat minimum requis de 799 \$ avant taxes pour les meubles et accessoires de décoration sauf items sélectionnés. Sur approbation du crédit et conditionnel à la signature d'un contrat avec Accord D Desjardins, ne payez que les taxes au moment de l'achat. Le premier versement mensuel du montant financé est facturé sur le relevé de compte suivant votre achat. Les versements mensuels égaux (inclus dans le paiement minimum du de la carte de crédit) sont déterminés en divisant le montant financé par le nombre de mois indiqués dans la promotion retenue. L'intérêt n'est pas appliqué sur le versement mensuel si le paiement minimum du de la carte de crédit est respecté. Dans le cas où les conditions précitées ne sont pas respectées, l'intérêt annuel applicable sur la carte de crédit du détenteur est alors calculé au taux de 19,5 % annuellement sur les sommes en souffrance. Il n'y a aucuns frais de renouvellement ou d'adhésion. Détails en magasin.



Brault & Martineau
Pour le meilleur et pour le prix

Fauteuil GRATUIT!

Achetez tout sofa **ELRAN** ou **RELAXON** et obtenez le fauteuil assorti **GRATUITEMENT**

RELAXON
par/by **elran**

une valeur de 699\$

GRATUIT!
Ce fauteuil *berçant et inclinable*
à l'achat du sofa assorti

Mobilier de salon inclinable
De style transitionnel, recouvert de tissu, très confortable
Choix de couleurs aussi disponible. Voir prix en magasin
Aussi disponible en cuir. Voir prix en magasin
Livraison gratuite

30^{53\$}*/mois ou 1099\$
Sofa inclinable

- Causeuse inclinable ... 27,75 \$*/mois ou 999 \$
- Étagère 2 morceaux ... 16,64 \$*/mois ou 599 \$
- Table de centre ... 5,25 \$*/mois ou 189 \$
- Table de bout ... 129 \$



NOUVEAU! Plan **BM!** Service de livraison flexible et gratuit
► Maintenant Plage horaire de 4 heures

RELAXON
par/by **elran**

une valeur de 729\$

GRATUIT!
Ce fauteuil *berçant et inclinable*
à l'achat du sofa assorti

Mobilier de salon modulaire inclinable
De style transitionnel, alliant confort et style
Livraison gratuite

- Tapis 160 x 231 cm (63 x 91 po) ... 14,69 \$*/mois ou 529 \$
- Ensemble de 2 tables gigognes ... 129 \$

elran

une valeur de 999\$

GRATUIT!
Ce fauteuil *motorisé et inclinable*
à l'achat du sofa assorti

55^{53\$}*/mois ou 1999\$
Sofa inclinable motorisé

Mobilier de salon inclinable motorisé
De style moderne, système de batteries efficace d'une autonomie de 150 à 200 mouvements, parfait pour les espaces à aire ouverte
Aussi disponible en blanc. Voir prix en magasin
Livraison gratuite

- Causeuse inclinable motorisée 47,19 \$*/mois ou 1699 \$
- Étagère 2 morceaux ... 24,97 \$*/mois ou 899 \$
- Table de centre ... 9,69 \$*/mois ou 349 \$

RELAXON
par/by **elran**

une valeur de 739\$

GRATUIT!
Ce fauteuil *berçant et inclinable*
à l'achat du sofa assorti

Mobilier de salon inclinable
De style transitionnel, alliant confort et style
Livraison gratuite

- Causeuse inclinable 36,08 \$*/mois ou 1299 \$
- Étagère 4 mcx. ... 41,64 \$*/mois ou 1499 \$
- Foyer électrique ... 11,08 \$*/mois ou 399 \$
- Table de bout ... 9,14 \$*/mois ou 329 \$
- Table de centre ... 10,25 \$*/mois ou 369 \$

Foyer vendu séparément

44^{42\$}*/mois ou 1599\$
Sofa inclinable

Comprend : 1 table et 4 chaises

Mobilier de salle à manger
De style contemporain, avec dessus de table en céramique, table de 152 x 90 cm (60 x 35,5 po)
Livraison gratuite

- Buffet ... 19,42 \$*/mois ou 999 \$

Prix réduit à 20^{25\$}*/mois ou 729\$

Comprend : bureau double, miroir, 2 tables de nuit, tête, pied et côtés de lit

Mobilier de chambre
De style transitionnel, de couleur moka
Livraison gratuite

- Armoire 12,19 \$*/mois ou 439 \$
- Chiffonnier 9,69 \$*/mois ou 349 \$

Prix réduit à 36^{08\$}*/mois ou 1299\$

Payez en **36**

versements sans intérêt*
jusqu'en **février 2016** sur les meubles et accessoires de décoration

HEURES D'OUVERTURE:

LUNDI AU VENDREDI 10H À 21H • SAMEDI 9H À 17H • DIMANCHE 10H À 17H

braultetmartineau.com

Desjardins partenaire officiel de Brault & Martineau



BROSSARD REPERTIGNY	450 619-6777 450 470-0815	GATINEAU SHERBROOKE	819 561-5007 • 1 877 755-2555 819 562-4242 • 1 800 267-4240	KIRKLAND SAINT-HUBERT	514 697-9228 450 676-1911	LASALLE SAINTE-THÉRÈSE	514 364-6110 450 430-0555	SAINT-LÉONARD LAVAL	514 254-9455 450 682-2516
--------------------------------------	------------------------------	--------------------------------------	--	--	------------------------------	---	------------------------------	--------------------------------------	------------------------------

SANTÉ

SAGES-FEMMES

Rien ne va plus dans les négos avec Québec

SARA CHAMPAGNE

Les négociations ne sont pas encore rompues, mais rien ne va plus dans les pourparlers entre le gouvernement et les sages-femmes pour renouveler une entente vieille de 10 ans. L'exaspération est telle que les quelque 160 sages-femmes du Québec entendent manifester devant les bureaux de l'Agence de la santé et des services sociaux de Montréal, demain, en début d'après-midi.

« On fait face à de l'intransigeance de la part du gouvernement », se désole Claudia Faille, présidente du Regroupement des sages-femmes du Québec, affilié à la CSN. Elle explique que, après avoir obtenu la reconnaissance de leur profession, en 1999, les sages-femmes exigent aujourd'hui que cette reconnaissance ait des effets pécuniaires.

« À l'heure actuelle, nous n'obtenons que 1\$ par tour de garde de huit heures, et le gouvernement nous offre de bonifier le taux à 1,27\$. C'est ridicule. Nous voulons à tout le moins le même taux que les infirmières, soit une heure de salaire pour une garde de huit heures. »

M^{me} Faille ajoute que les sages-femmes ne reçoivent strictement rien, c'est-à-dire aucune prime, pour les horaires atypiques, qui nécessitent souvent des déplacements le soir ou la nuit. De même, rien n'est prévu pour le maintien



Le gouvernement demande aux sages-femmes de suivre plus de 40 grossesses par année alors que, ailleurs au pays, elles en suivent de 36 à 40.

de leur formation, bien qu'elles doivent être titulaires d'un baccalauréat d'une durée de quatre ans. En contrepartie, le gouvernement demande aux sages-femmes de suivre plus de 40 grossesses par année alors que, ailleurs au pays, elles en suivent de 36 à 40.

« Le gouvernement dit qu'il n'a pas d'argent. On peut comprendre. Mais il oublie toutes les économies réalisées grâce à nous, notamment dans le nombre de césariennes, les péridurales et l'ocytocine pour les contractions utérines. »

Au cabinet de ministre de la Santé, l'attachée de presse Ariane Lareau a déclaré que le Ministère est à l'écoute des

sages-femmes: « Les discussions se poursuivent, il y a des échanges. Il faut laisser le temps aux discussions d'avoir lieu. »

Le mandat de négocier avec les sages-femmes avait été donné sous les libéraux. Il n'a pas été révisé depuis l'arrivée du Parti québécois malgré les demandes des sages-femmes. Ce durcissement de ton survient au moment où la ministre des Services sociaux, Véronique Hivon, a annoncé il y a quelques jours, au nom du ministre Réjean Hébert, l'ouverture de services de sages-femmes dans Lanaudière. Il y a actuellement 10 maisons de naissance qu Québec; le gouvernement souhaite en ouvrir 18 d'ici à 2018.

Projets dans les hôpitaux suspendus

Inquiétudes à Maisonneuve-Rosemont

DAPHNÉ CAMERON

La mise de côté de plusieurs projets d'immobilisation dans le réseau de la santé pour au moins un an inquiète le président du conseil d'administration de l'hôpital Maisonneuve-Rosemont, qui possède les pires urgences au Québec et des installations qui datent, dans certains cas, de 1950. Ce dernier a interpellé le ministre Réjean Hébert en pleine conférence de presse, hier, afin de plaider pour la poursuite du grand plan de réfection de l'hôpital de 900 millions.

« Nous sommes préoccupés et anxieux devant les décisions que vous prendrez très prochainement sur les priorités d'investissement en matière d'infrastructures de santé. Avec la tournée que vous avez faite aujourd'hui, nous espérons vous avoir convaincus des besoins immenses et réels de la population de l'est de Montréal d'avoir accès à des infrastructures de santé qui y répondent », a lancé Pierre Durocher lors d'une conférence de presse visant ironiquement à souligner le début des travaux de modernisation et de réfections des urgences de l'hôpital, un projet de 71 millions déjà annoncé par l'ancien ministre Yves Bolduc.

Or, ce projet de rénovation était déjà prévu au plan quinquennal d'immobilisation. Le Parti québécois avance aujourd'hui que des projets d'infrastructure dont les coûts totalisent 2,3 milliards annoncés sous les libéraux n'avaient pas été rattachés au plan d'infrastructure.

Dans un contexte où le gouvernement vise un retour à l'équilibre budgétaire en 2013-2014, plusieurs projets seront mis sur la glace. La construction d'un nouveau pavillon à la Cité-de-la-Santé de Laval, un projet de construction de 90 millions à l'Institut de cardiologie, l'ajout de deux étages à l'hôpital Le Gardeur, la rénovation de l'hôpital de Saint-Jérôme et la construction d'un nouveau centre de traumatologie à Sacré-Cœur sont tous des projets qui pourraient être repoussés.

« Sur les 2,3 milliards, il est clair qu'il y a un certain nombre de projets qu'on ne sera pas capables de réaliser. Ça, c'est clair. Il y aura des priorités à faire », a répondu le D^r Hébert.

Selon le ministre, le gouvernement fera connaître ses décisions au cours des prochaines semaines.

Dans le cas de l'hôpital Maisonneuve-Rosemont, le D^r Hébert a toutefois souligné que le service de dialyse, qui se trouve dans des locaux construits « temporairement » il y a 14 ans, fait partie de ses priorités.

« On comprend très bien que le Ministère ait des préoccupations budgétaires et qu'il doit gérer ça. Il n'en demeure pas moins qu'il y a des besoins dans l'est de Montréal et il va y avoir un déficit énorme entre les besoins et les ressources disponibles s'il n'y a pas d'annonces qui sont faites à plus ou moins court terme. Il y a un écart qu'on ne sera pas capable de combler ou que l'on va être obligé de combler en catastrophe », affirme M. Durocher. Ce dernier souligne par ailleurs que le plan de construction de 900 millions, qui comprend notamment un centre de cancérologie, un nouveau pavillon d'hospitalisation et un centre de recherche, a été bâti en plusieurs phases et ne nécessite pas un décaissement total immédiat.

Urgences qui débordent

Avec 65 000 visites annuellement et 17 000 arrivées en ambulance, les urgences de Maisonneuve-Rosemont sont les plus achalandées du Québec. Le séjour sur civière aux urgences atteint actuellement 39 heures avant un congé ou une hospitalisation dans un lit aux étages. Le ministre Hébert a vertement déploré cette situation.

Le projet de rénovation de l'urgence annoncé hier ne comporte pas l'ajout de lits. On compte toutefois construire une unité de débordement pour les urgences, ce qui devrait indirectement augmenter la capacité de l'hôpital. Le nombre de civières qu'elle pourra accueillir n'a pas encore été déterminé.

« Cette unité va nous permettre d'avoir une zone tampon. Oui, on a de plus gros locaux; oui, on a de meilleures facilités, mais la nouvelle urgence ne règle rien. Avec cette unité, les civières ne seront plus dans les corridors et on va pouvoir y faire marcher les personnes âgées. »

TOUT KANUK EST EN SOLDE

Magasinez directement à la manufacture

Nous sommes loin de vous?

COMMANDEZ PAR INTERNET

kanuk.com

Solde KANUK

Directement à la manufacture

jusqu'à lundi 25 février 2013

485, rue Rachel Est Montréal





Le Richelieu 2012

495\$

prix régulier : 752 \$ (fourrure en sus)



Le Trois-Pistole

495\$

prix régulier : 650 \$



Le Cacouna 2012

580\$

prix régulier : 770 \$ (fourrure en sus)



À PARTIR DE 195 \$

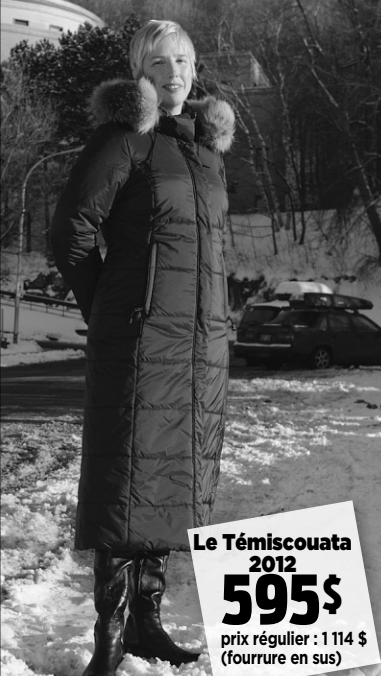
Quantité limitée : offerts jusqu'à épuisement des stocks

MANTEAUX FINS DE SÉRIES KANUK COULEURS VARIÉES

Fins de séries Échantillons

Choix limité de tailles et de couleurs

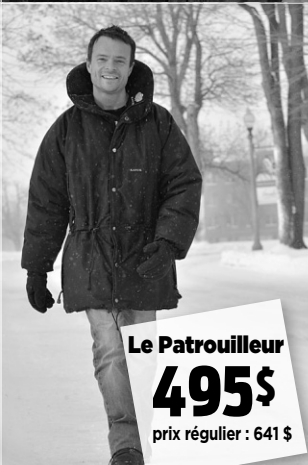
Mont-Royal



Le Témiscouata 2012

595\$

prix régulier : 1 114 \$ (fourrure en sus)



Le Patrouilleur

495\$

prix régulier : 641 \$

485, RUE RACHEL EST

HEURES D'OUVERTURE DU SOLDE KANUK

Samedi 23 février	8 h à 17 h
Dimanche 24 février	8 h à 17 h
Lundi 25 février	8 h à 18 h

Nous acceptons : VISA, MasterCard, carte de débit et argent comptant.

PREMIER ARRIVÉ, PREMIER SERVI JUSQU'À ÉPUISEMENT DES STOCKS

kanuk.com

Nouveau produit Sonos

De l'or en barre

Le complément parfait à votre télé, la PLAYBAR de Sonos est d'une polyvalence inouïe. Munie de 9 haut-parleurs haute fidélité produisant une qualité sonore remarquable, elle peut aussi diffuser la musique de votre bibliothèque iTunes ou de services de musique en ligne sans fil.



En magasin à partir du 5 mars. Pré-vente dès maintenant.

749 \$

SONOS

FILION ELECTRONIQUE

Vous êtes bien entouré

MONTREAL : 5690, Sherbrooke Est, Qc, H1N 1A1

LAVAL : 2323, Aut. des Laurentides, Qc, H7S 1Z7

www.filion.ca

T : 514-254-6041

T : 450-688-0333

Allégations de grossière indécence à l’endroit d’une mineure

Un tennisman québécois arrêté en Floride

PHILIPPE TEISCEIRA-LESSARD ET MICHEL MAROIS

Le tennisman québécois Pierre-Ludovic Duclos a été arrêté en Floride, où il réside, pour avoir tenté d’avoir des relations sexuelles avec une adolescente de 13 ans, ont annoncé hier les autorités. Le joueur a discuté par textos pendant plusieurs jours avec l’adolescente en des termes très crus, et il lui aurait notamment envoyé deux photographies de son sexe. « La mère de la victime a fourni le téléphone de sa

filles aux autorités », écrivent les policiers dans un rapport transmis par le bureau du shérif de Manatee County, dans l’ouest de l’État. Jeudi, un policier du service de police du comté a pris le relais afin de donner rendez-vous à Pierre-Ludovic Duclos dans un café. Une fois sur place, les autorités ont arrêté l’homme de 27 ans. Le joueur de tennis aurait tout avoué au cours d’un interrogatoire, après la lecture de ses droits. La police a suggéré qu’il soit accusé de transmission de contenu dommageable à un mineur (deux chefs), de

grossière indécence et de s’être déplacé dans le but d’avoir des rapports sexuels avec un enfant. Professeur de tennis M. Duclos et la jeune fille se sont rencontrés le 9 ou le 10 février sur un court où le tennisman donnait des cours à un autre élève. Il aurait proposé ses services d’enseignant à l’adolescente, qui jouait alors avec une amie de la famille. « L’accusé a alors été informé que la victime n’était âgée que de 13 ans et qu’elle fréquentait l’école secondaire », ont écrit les policiers dans leur rapport. Depuis plusieurs années,

Pierre-Ludovic Duclos est l’un des meilleurs joueurs professionnels québécois, sans toutefois s’être engagé dans les programmes de Tennis Canada. Originaire de Sainte-Foy, en banlieue de Québec, il a surtout fait carrière dans les circuits subalternes (Futures et Challengers). Il avait été en froid avec Tennis Canada, il y a quelques années, pour une histoire de laissez-passer refusé à la Coupe Rogers, mais avait été invité au tournoi la saison suivante, à Toronto. Il a connu ses meilleurs succès l’année dernière, atteignant le 229^e rang

mondial – le meilleur classement de sa carrière – au début de l’été. Après avoir été éliminé en qualifications à la Coupe Rogers (où il avait encore reçu une autre invitation), il a pris part aux qualifications de cinq tournois des circuits inférieurs aux États-Unis, en Europe, en Asie et en Amérique du Sud, toujours sans succès. Il n’a plus joué en compétition depuis le Challenger de Rio de Janeiro, à la mi-octobre 2012. M. Duclos est présentement 610^e au classement de l’Association des joueurs de tennis professionnels (ATP).



CHEVROLET



POUR LA PREMIÈRE FOIS
ACCUMULEZ JUSQU'À
3 000¹
milles de récompense AIR MILESSM

+

0%² Financement à l'achat / à la location SUR PLUSIEURS MODÈLES

FAITES DES MILLES





CRUZE LS 2013
LOUEZ À
167\$² /MOIS | **0\$** DE COMPTANT | **0%** PENDANT 60 MOIS
COMPREND LE TRANSPORT





ACCUMULEZ **1500**¹ milles de récompense AIR MILESSM

MODÈLE LTZ ILLUSTRÉ

SONIC LS 2013
berline
LOUEZ À
154\$² /MOIS | **0\$** DE COMPTANT
0% PENDANT 60 MOIS
COMPREND LE TRANSPORT





ACCUMULEZ **1000**¹ milles de récompense AIR MILESSM

MODÈLE 5 PORTES LTZ ILLUSTRÉ

TRAX LS 2013
LOUEZ À
229\$² /MOIS
1999\$ DE COMPTANT
LOCATION 60 MOIS
COMPREND LE TRANSPORT

LE NOUVEAU PETIT VUS





ACCUMULEZ **1500**¹ milles de récompense AIR MILESSM

MODÈLE LTZ ILLUSTRÉ

EQUINOX LS 2013
LOUEZ À
299\$² /MOIS
2499\$ DE COMPTANT
LOCATION 48 MOIS
COMPREND LE TRANSPORT ET LA TAXE DE CLIMATISATION





ACCUMULEZ **2000**¹ milles de récompense AIR MILESSM

MODÈLE LTZ ILLUSTRÉ

SILVERADO 1500 2013
Édition Cheyenne – cabine allongée 2x4
ACHETEZ À
154\$³ /AUX 2 SEMAINES | **0\$** DE COMPTANT FINANCEMENT 84 MOIS
27 059\$
COMPREND LE TRANSPORT ET LA TAXE DE CLIMATISATION

INCLUANT 7000\$ de rabais





ACCUMULEZ **3 000**¹ milles de récompense AIR MILESSM

MODÈLE LTZ ILLUSTRÉ

REMISE ADDITIONNELLE DISPONIBLE AVEC LE PROGRAMME





LA MEILLEURE PROTECTION AU PAYS
5 ANS
160 000 KM

- GARANTIE LIMITÉE SUR LES COMPOSANTS DU GROUPE MOTORISÉ
- ASSISTANCE ROUTIÈRE
- TRANSPORT DE COURTOISIE

contacterchevrolet.ca



L'Association des concessionnaires Chevrolet du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers et s'appliquant aux modèles 2013 neufs suivants : Cruze (1PJ69/1SA), Sonic (1JU69/1SA), Trax (1JU76/1SA), Equinox (1LF26/1SA) et Silverado (CC10753/1SF). Les modèles illustrés peuvent comprendre certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. Transport (1 550 \$ pour Cruze, Sonic, Trax et Equinox, et 1 600 \$ pour Silverado) et taxe de climatisation (100 \$, le cas échéant) inclus. Immatriculation, assurance, frais liés à l'inscription au RDPRM, droits et taxes en sus. 1. Chez les concessionnaires GM participants au Canada seulement. Offre réservée aux clients particuliers. De 750 à 3 000 milles de récompense AIR MILESSM offerts, selon le modèle acheté. Aucune valeur en argent. Cette offre ne peut être jumelée à certaines autres offres promotionnelles AIR MILES. Consultez votre concessionnaire GM participant pour plus de détails. Cette offre prend fin le 28 février 2013. Veuillez prévoir un délai de 4 à 6 semaines après la fin de cette promotion pour que les milles de récompense soient versés à votre compte d'adhérent AIR MILESSM. Les milles sont émis par LoyaltyOne, Inc. et sont sujets aux conditions du Programme de récompense AIR MILESSM. Marque déposée/de commerce d'AIR MILES International Trading B.V., employée en vertu d'une licence par LoyaltyOne, Inc. et General Motors du Canada Limitée. 2. Prix à l'achat de 14 865 \$ pour Sonic, 15 995 \$ pour Cruze, 19 995 \$ pour Trax et 28 205 \$ pour Equinox. Paiements mensuels basés sur une location de 60 mois, à un taux de 0 % pour Cruze LS 1SA et Sonic LS 1SA; basés sur une location de 60 mois, à un taux de 3,9 % pour Trax; basés sur une location de 48 mois, à un taux de 0,9 % pour Equinox. Sur approbation de crédit de la Financière GM. Limite annuelle de 20 000 km; 0,16 \$ par kilomètre excédentaire. Certaines conditions s'appliquent. 3. Prix à l'achat de 27 059 \$ pour Silverado. Total de 182 paiements effectués aux deux semaines, basés sur un financement à l'achat de 84 mois, à un taux de 0,99 %. Sur approbation de crédit des Services de financement auto TD, de la Banque ScotiaSM ou de RBC Banque RoyaleSM. Exemple : basé sur un financement de 27 059 \$ à un taux annuel de 0,99 %, le paiement aux deux semaines est de 154 \$ pour 84 mois. Le coût d'emprunt est de 966,31 \$, et l'obligation totale est de 28 025,31 \$. *La remise de 600 \$ à 1 500 \$ est applicable à l'achat ou à la location d'un véhicule de l'année-modèle 2008 à 2013 en échange d'un véhicule de l'année-modèle 1998 ou antérieurs. Une initiative de l'AQLPA soutenue par le gouvernement du Québec par l'intermédiaire du Fonds vert. Pour plus d'information, visitez le site www.faitesdesmille.org. Ces offres sont exclusives aux concessionnaires du RMAB Québec (excluant la région de Gatineau-Hull) et ne peuvent être combinées avec aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif d'achat, à l'exception des programmes de La Carte GM, de prime pour étudiants et de GM Mobilité. La GMCL se réserve le droit de modifier, de prolonger ou de supprimer ces offres et ces programmes pour quelque raison que ce soit, en tout ou en partie, à tout moment et sans préavis. Le concessionnaire peut vendre ou louer à un prix moindre. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être requis. Pour de plus amples renseignements, passez chez votre concessionnaire, composez le 1 800 463-7483 ou visitez gm.ca.

ACTUALITÉS

SOMMET SUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Ni entente ni déclaration commune

TOMMY CHOUINARD

QUÉBEC — Le gouvernement Marois diminue un peu les attentes en prévision du Sommet sur l'enseignement supérieur de lundi et mardi. Il ne vise pas une entente ou une déclaration commune signée par tous les participants, contrairement aux précédentes grands-messes du genre.

En entrevue à *La Presse*, hier, le ministre de l'Enseignement supérieur, Pierre Duchesne, a expliqué qu'il souhaite avant tout un « dialogue ». Il veut dégager un maximum de consensus, certes, mais le gouvernement se réserve le mot final sur les décisions.

« Il n'est pas question, au moment où on se parle, de déclaration commune où tout le monde signe et tout ça. Ce qu'on vise, c'est vraiment des discussions et d'avoir suffisamment avancé pour dire qu'on se dirige dans telle ou telle direction. Il n'est pas question d'amener les gens à signer quoi que ce soit », a-t-il expliqué.

Il a fait valoir que le gouvernement libéral avait « forcé » en vain les acteurs du monde universitaire à signer une entente lors de la rencontre des partenaires de décembre 2010. « Ce fut un échec total », a-t-il lancé. Syndicats et étudiants avaient claqué la porte.

Pierre Duchesne rappelle souvent que le dernier sommet sur l'éducation remonte à loin, il y a plus de dix ans. Or, lors de ce Sommet sur le Québec et la jeunesse, en 2000, les participants avaient signé une « déclaration commune » plutôt étoffée. Il y avait également eu le même genre de déclaration lors du Sommet socioéconomique de 1996.

Mais des sources ont signalé à *La Presse* que le gouvernement



Le ministre de l'Enseignement supérieur Pierre Duchesne fera de l'embauche de nouveaux professeurs l'une de ses priorités. On compte 21,9 étudiants par professeur au Québec, alors que la moyenne canadienne est de 18.

a constaté, lors de rencontres privées, que la signature d'une entente ou d'une déclaration commune serait très difficile. Surtout en raison des positions divergentes sur les droits de scolarité, l'enjeu à l'origine de la crise étudiante.

Sur ce point, le ministre s'est ménagé plusieurs options dans l'espoir de faire accepter son indexation. Comme *La Presse* l'a déjà signalé, il proposera au sommet quelques scénarios de hausses allant de 2 % (environ 46 \$ par an) à 3,5 % (83 \$). Mais Québec suggère par ailleurs de toucher aux frais afférents, qui s'ajoutent aux droits de scolarité et augmentent d'environ 4 % par an. Ils atteignent en moyenne 800 \$ par an. Québec veut également bonifier les prêts et

bourses, et suggère de revoir le crédit d'impôt sur les droits de scolarité « pour contribuer à réduire l'endettement des étudiants », entre autres.

Sans renoncer au gel des droits de scolarité, la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins, se dit « ouverte à voir ces différents scénarios ». « Mais ça ne veut pas dire qu'on va accepter, a-t-elle aussitôt ajouté. On le sait qu'on ne s'entendra pas sur les droits de scolarité. »

Pas une fin en soi

Pierre Duchesne souligne que le sommet n'est pas une fin en soi. Il faut s'attendre, mardi, au lancement de plusieurs « chantiers de travail ».

PHOTO STEVE DESCHENES, LE SOLEIL

L'un portera, par exemple, sur la révision de la formule de financement des universités. La formule actuelle est essentiellement basée sur le nombre d'étudiants.

Dans son cahier, Québec suggère de rendre le réinvestissement qu'il a promis aux universités conditionnel « à l'atteinte de certains objectifs ». Rappelons qu'il s'est engagé à ce que les subventions des universités augmentent graduellement pour atteindre près de 3,6 milliards en 2018-2019, une hausse de 800 millions par rapport à cette année.

Pierre Duchesne veut bonifier le financement des universités qui accueillent des étudiants de première génération, une façon d'améliorer le

taux d'obtention de diplôme. Le réseau des universités sera la grande gagnante de ce changement.

Parmi ses priorités à court terme, le ministre veut que le réinvestissement serve à embaucher des professeurs. « On est beaucoup plus favorable au développement humain qu'au béton, a soutenu M. Duchesne. Autant les recteurs que la Fédération québécoise des professeurs d'université (FQPPU) disent qu'il faut plus de professeurs. C'est clair qu'il y a un besoin. » Selon la FQPPU, il manque au minimum de 800 à 1000 professeurs, ce qui représente au moins 200 millions d'investissements. On compte 21,9 étudiants par professeur au Québec, alors que la moyenne canadienne est de 18.

Compressions

De leur côté, les recteurs peaufinent une proposition pour atténuer l'impact des compressions budgétaires de 124 millions cette année, et également pour 2013-2014. Ils négocient en privé avec le gouvernement. Une idée est dans l'air: Québec pourrait verser plus tôt le réinvestissement promis pour 2014-2015; il prévoit augmenter de 8,5 % les subventions des universités cette année-là. Il faut savoir que l'année financière du gouvernement prend fin le 31 mars, mais que celle des universités se termine le 30 avril. Selon la proposition qui circule, le gouvernement accorderait un réinvestissement dès avril 2014 – donc au début de son année 2014-2015.

Les universités pourraient comptabiliser ces sommes pour leur année 2013-2014, qui serait ainsi plus facile à boucler.



Besoin d'avoir vos affaires en bon ordre?



Le service postel^{MC} – Votre point d'accès unique pour gérer vos factures et relevés en ligne.

- Avec un niveau de sécurité comparable à celui d'une banque, c'est tout à fait fiable. **Et c'est gratuit!**
- Recevez vos factures dans votre compte postel et réglez-les en ligne, avec votre banque
- Conservez vos factures, relevés et documents importants jusqu'à sept années durant
- Évitez les frais de retard grâce aux rappels de paiement

Vous pourriez gagner 1 000 \$ lors du tirage mensuel si vous enregistrez vos factures sur postel.ca

Tout un choix d'expéditeurs à l'échelle du Canada, dont ceux-ci de votre région :



Un seul site Web. Une seule session. Un seul mot de passe.



PHOTO OLIVIER PONTBRIAND, ARCHIVES LA PRESSE

Le SPVM n'a pas encore reçu d'itinéraire de manifestations, mais plusieurs associations étudiantes ont voté en faveur d'une grève de deux jours pendant le Sommet.

Manifestations anticipées

Les policiers ne changent pas leur message

ÉMILIE BILODEAU

Les policiers montréalais se préparent en vue du Sommet sur l'enseignement supérieur qui se tiendra lundi et mardi. Quelques rues aux alentours de L'Arsenal, la salle où se tiendra l'événement, seront fermées à la circulation. Les policiers ont d'ailleurs rencontré les citoyens vivant dans les 175 appartements du périmètre qui sera bouclé pour l'occasion.

Le quartier n'a pas oublié le cocktail d'ouverture du Grand Prix de Formule 1 qui s'était déroulée au même endroit, en juin dernier. Une centaine de manifestants, dont plusieurs étaient masqués, avaient tenté de perturber l'événement. Les policiers étaient rapidement intervenus et avaient encerclé en souricière les protestataires. Après quelques arrestations, le groupe s'était dispersé.

Le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) affirme que sa stratégie sera cependant différente lors du Sommet sur l'enseignement. L'inspecteur Éric Lalonde, du poste de quartier 15, n'a pas voulu préciser les détails de la tactique. « Ce qui est important de lancer comme message aux gens qui auraient la volonté de

venir manifester, c'est vraiment le même message qu'on lance toutes les fois. Vous êtes les bienvenus pour manifester. La Charte des droits et libertés le permet, mais nous, nous sommes là pour faire respecter les lois et les règlements », a-t-il déclaré lors d'un point de presse, hier.

M. Lalonde a assuré qu'un nombre suffisant de policiers serait sur le terrain pour assurer la sécurité des citoyens et des commerçants. Des policiers de la Sûreté du Québec se trouveront à l'intérieur de L'Arsenal, auprès de la première ministre Pauline Marois. Ils pourraient être appelés à intervenir à l'extérieur si les policiers de Montréal demandent du renfort.

Aucun itinéraire de manifestation n'a encore été remis au SPVM. Plusieurs associations étudiantes, regroupant 32 000 membres, ont cependant voté une grève de deux journées dans l'intention de manifester pour la gratuité scolaire lors du Sommet.

Le secteur entre les rues Canning, des Seigneurs, William et Basin sera à éviter les 23 et 24 février. La rue Notre-Dame pourrait également être fermée si des débordements surviennent.

¹ Aucun achat n'est requis. Le concours débute à 0 h 0 min 1 s (HE) le 1^{er} janvier 2013 et prendra fin à 23 h 59 min 59 s (HE) le 31 janvier 2014. Le concours est offert aux personnes qui résident au Canada, qui ont atteint l'âge de majorité établi dans leur province ou territoire de résidence, qui accèdent à une session sur le site postel.ca, qui maintiennent dans leur compte postel les factures d'au moins deux expéditeurs et qui ont coché, sur postel.ca, la case « J'aimerais recevoir de postel des communications qui me tiennent au courant des nouvelles et des promotions » pour indiquer leur préférence quant aux avis. Il y a douze prix à gagner d'une valeur de 1 000 \$ C.A. chacun. Les chances d'être un concurrent sélectionné dépendent du nombre total des participations admissibles attribuées. Les concurrents sélectionnés devront répondre correctement à une question réglementaire d'arithmétique et signer une déclaration de renonciation. Le règlement officiel du concours est accessible à postel.ca/concours. ^{MC} Marque de commerce de la Société canadienne des postes. Toutes les autres marques de commerce appartiennent à leurs propriétaires respectifs.

SOMMET SUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Le PLQ et la CAQ demandent l'annulation des compressions

PASCALE BRETON
ET TOMMY CHOUINARD

À la veille du Sommet sur l'enseignement supérieur, le Parti libéral du Québec maintient sa proposition de hausser la contribution étudiante, mais dans une proportion moindre que ce qu'il préconisait lorsqu'il était au pouvoir.

Dans son mémoire présenté hier, il exhorte aussi le gouvernement Marois à annuler les compressions de 250 millions imposées aux universités pour les deux prochaines années et d'effacer totalement les coupes annoncées dans la recherche.

Le Parti libéral du Québec se dit également favorable à la création d'un organisme indépendant, semblable au défunt Conseil des universités, qui évaluerait la gouvernance, la qualité et le développement des universités.

Entre 160 \$ et 250 \$

Les idées émises dans le mémoire «recadrent les propositions que nous avons déjà mises sur la table», a expliqué le chef intérimaire du Parti libéral du Québec et chef de l'opposition officielle, Jean-Marc Fournier.

Le PLQ prône ainsi une hausse des droits de scolarité de façon à ce que la contribution des étudiants au financement des universités passe de 12,7 %, actuellement, à 15 à 17 %.

« Nous visons une fourchette entre 160 et 250 \$ » de plus par année, a précisé M. Fournier. Lors de la crise étudiante, la dernière



Le PLQ propose des hausses de contribution étudiante moins élevées que celles préconisées l'an dernier par le gouvernement Charest.

proposition du gouvernement Charest était plutôt une hausse annuelle de 254 \$ pendant sept ans.

La contribution étudiante devrait également être modulée en fonction des

coûts réels des programmes et pondérée pour «éviter des écarts déraisonnables».

Une fois le rattrapage fait, les droits de scolarité devraient être indexés annuellement en fonction

du coût de fonctionnement des universités, soit 83 \$ annuellement.

C'est l'une des trois propositions de l'économiste Pierre Fortin qui a établi l'indexation à 46, 70 ou

83 \$ annuellement, selon le modèle choisi.

M. Fournier a aussi appelé le gouvernement à réinvestir dans le financement des universités.

Les compressions annoncées de 250 millions vont dans le sens contraire, a-t-il rappelé. « Si tout le monde s'entend pour dire qu'on doit refinancer, j'ai beaucoup de mal à comprendre qu'on creuse plus profondément. Minimalement, tu restes au même niveau, mais creuser un trou me semble le chemin inverse. »

Pas de conseil des universités pour la CAQ

La Coalition avenir Québec (CAQ) est pour sa part déçue des orientations du gouvernement contenues dans le cahier du participant au Sommet, rendu public jeudi.

« La montagne accouche d'une souris », a lancé le député Stéphane Le Bouyonnec. Il s'oppose par exemple à la création d'un Conseil national des universités.

Il s'est toutefois montré favorable à ce que le réinvestissement promis aux universités soit conditionnel à l'atteinte de certains objectifs.

À l'époque où il était ministre de l'Éducation, François Legault avait lui-même défendu un principe semblable avec l'imposition de contrats de performance.

Comme les libéraux, la CAQ demande que le gouvernement Marois renonce aux compressions de 250 millions en deux ans dans les universités.

Au chapitre des droits de scolarité, les quatre universités « de classe mondiale » – Montréal, McGill, Laval et Sherbrooke – devraient pouvoir les augmenter d'environ 15 % par année pendant cinq ans, estime la CAQ.

La hausse devrait atteindre environ 3,5 % dans les autres universités. La CAQ milite par ailleurs pour moduler les droits de scolarité selon le domaine d'études et le coût de la formation.

MAISON CORBEIL

ÊTES-VOUS BIEN ASSIS?

DERNIER WEEK-END

GRANDE PROMOTION SALONS, JUSQU'AU 28 FÉVRIER

POUR TOUT ACHAT D'UN CANAPÉ, D'UNE CAUSEUSE OU D'UN FAUTEUIL D'UNE VALEUR DE 1295 \$ OU PLUS, VOUS RECEVREZ UN BON-CADEAU* APPLICABLE À UN **FORFAIT MASSAGE AVEC EXPÉRIENCE THERMALE POUR 2 PERSONNES, AU STRØM SPA NORDIQUE, LE TOUT D'UNE VALEUR DE 292 (TTC) \$*.**

DE PLUS, MAISON CORBEIL VOUS ACCORDERA UNE REMISE ÉQUIVALENTE AUX DEUX TAXES SUR TOUT ACHAT DE TABLES D'APPOINT, MEUBLE TÉLÉ, LAMPES ET TAPIS QUI VIENDRONT COMPLÉTER LE DÉCOR DE VOTRE NOUVEAU SALON.

* massage suédois de détente de 60 minutes.
* bon-cadeau valable jusqu'au 1er mars 2014. certaines conditions s'appliquent. détails en magasin.



MONTRÉAL

1215, boul. crémazie ouest
514 382 1443

LAVAL

2323, autoroute des laurentides
sortie boul. le carrefour
450 682 3022

BROSSARD

8480, boul. leduc, espace 10
Quartier DIX30^{MC}
450 443 4143

MAISONCORBEIL.COM

ACTUALITÉS



PHOTO IVANO H. DEMERS, LA PRESSE
Rod McAllaster est un fermier du village de Colebrook au New Hampshire. Il n'a aucunement l'intention de vendre sa propriété au profit d'une nouvelle ligne de transmission d'Hydro-Québec.

Le plan d'Hydro-Québec d'augmenter sensiblement ses exportations vers la Nouvelle-Angleterre grâce à la construction d'une nouvelle ligne de transmission d'une valeur de plus d'un milliard de dollars suscite un important mouvement d'opposition au New Hampshire.



MARC THIBODEAU

COLEBROOK, NEW HAMPSHIRE – Jack Savage montre avec satisfaction une carte du nord du New Hampshire sur laquelle est reproduit en jaune et noir le tracé hypothétique d'une nouvelle ligne de transmission souhaitée par Hydro-Québec.

En rose apparaissent les terrains achetés aux environs des villes de Stewartstown et de Colebrook, à quelques kilomètres de la frontière québécoise, par le promoteur partenaire de la société d'État, Northeast Utilities. La firme entend y installer des pylônes pour faire passer la ligne, d'une longueur totale de 300 kilomètres.

En rouge, on voit les délimitations des lots sur lesquels la Société pour la protection des forêts du New Hampshire, que représente M. Savage, a acquis des droits de développement pour tenter d'empêcher l'initiative.

« Je pense que nous avons réussi à les bloquer. Ils ne peuvent pas passer. Hydro-Québec n'aura pas d'autre choix que de revoir ses plans », souligne-t-il en montrant la carte, sous le regard approbateur de John Hannigan.

Ce journaliste et amateur de plein air ne veut rien savoir non plus du projet, qui risque, selon lui, de « défigurer » le New Hampshire « simplement » pour permettre à la société d'État québécoise d'exporter plus d'électricité vers la Nouvelle-Angleterre.

« On se sert de notre État comme d'un simple cordon de raccordement », accuse M. Hannigan, qui décrit la bataille engagée comme une nouvelle version du combat entre David et Goliath.

« Nous n'avons pas besoin de cette énergie ici au New Hampshire et nous n'en voulons pas », dit-il.

Le combat prend dans les faits la forme d'une « partie d'échecs », au dire de M. Savage, qui ratisse le secteur depuis des mois pour convaincre les résidents de céder les droits de développement sur leur terrain à l'organisation écologiste plutôt qu'aux promoteurs.

Rod McAllaster est l'un des résidents qui se retrouvent au cœur de l'affrontement. Propriétaire d'une ferme laitière qui est dans sa famille depuis des générations,

il affirme avoir reçu plusieurs offres lucratives de la part de représentants de Northeast Utilities.

« Ils m'ont d'abord offert d'échanger des parcelles de terrain. Ensuite, on m'a fait savoir qu'ils voulaient m'acheter pour 4 millions de dollars. Mais je ne suis pas intéressé, je préfère garder ma terre. L'argent, ça s'imprime tous les jours », dit l'homme de 60 ans.

Il ne cache pas son amertume envers d'autres membres de sa famille qui ont accepté de vendre des lots, incluant un terrain sur une montagne voisine de sa ferme

« Ils m'ont d'abord offert d'échanger des parcelles de terrain. Ensuite, on m'a fait savoir qu'ils voulaient m'acheter pour quatre millions de dollars. Mais je ne suis pas intéressé, je préfère garder ma terre. L'argent, ça s'imprime tous les jours. » — Rod McAllaster, résident du New Hampshire

qui a été récemment déboisé.

« Personne qui a vendu n'est en faveur du projet, mais l'argent est roi », note M. McAllaster, qui a finalement cédé les droits de développement de son terrain à la Société des forêts du New Hampshire pour une somme de 800 000 \$.

« Ils ne pourront pas revenir et tenter d'acheter un droit de passage en versant des millions. L'acquisition est définitive », souligne John Savage.

Brad Thompson, qui s'est fait construire une luxueuse résidence à flanc de montagne non loin de la propriété de M. McAllaster, voit de sa baie vitrée une série de montagnes sur lesquelles les pylônes seront installés si le projet va de l'avant le long du tracé pressenti par les écologistes.

Lui aussi affirme avoir été sollicité par le promoteur. Un de leurs représentants est passé en novembre dernier et a offert 1,5 million de dollars pour sa propriété, dit-il. « Il est revenu début janvier, quelques mois plus tard, et m'a demandé si

un million de dollars de plus faciliterait les choses. Je l'aurais frappé », souligne l'homme de 66 ans, qui a cédé les droits de développement à l'organisation écologiste pour empêcher l'installation de pylônes.

Tous les résidents de la région n'ont pas la même retenue, souligne M. Thompson. « Pour beaucoup d'entre eux, se faire proposer une offre de rachat substantielle par les gens de Northern Pass, c'est comme gagner à la loterie », souligne-t-il.

Les tensions que suscite le projet sont manifestes sur les routes. Des pancartes, parfois vulgaires, ont été installées à plusieurs endroits. « Hydro-Québec, cessez de brutaliser le New Hampshire », souligne l'une d'elles.

Un sondage paru il y a quelques jours indique qu'une majorité de résidents de l'État ayant pris connaissance du projet s'y opposent.

L'initiative est moins controversée dans le sud de la province puisqu'une longue section de la ligne doit utiliser une voie de passage électrique déjà aménagée.

Northeast Utilities a toujours maintenu jusqu'à maintenant qu'elle avait bon espoir de contourner les tentatives de blocages des écologistes dans le nord de l'État.

Un porte-parole du projet, Michael Skelton, a assuré à *La Presse* que la Société pour la protection des forêts du New Hampshire n'avait pas atteint son objectif. Il a dénoncé leurs efforts, relevant qu'ils cherchent à priver l'État américain « d'une source d'énergie propre, d'emplois et de revenus de taxations additionnels ».

L'organisation, qui prévoit compléter la ligne d'ici 2016 à un coût de plus d'un milliard de dollars avant de se rembourser grâce aux paiements promis par Hydro-Québec sur une période de 40 ans, avait déclaré peu avant Noël qu'elle s'apprêtait à dévoiler son tracé définitif. L'annonce a cependant été repoussée.

M. Skelton affirme que les promoteurs ont trouvé une voie de passage qui tient compte des réserves des propriétaires terriens et des communautés concernées. Les démarches pour obtenir les permis manquants, incluant à l'échelle fédérale, seront lancées dès qu'elle sera rendue publique, dit-il, sans préciser d'échéancier.

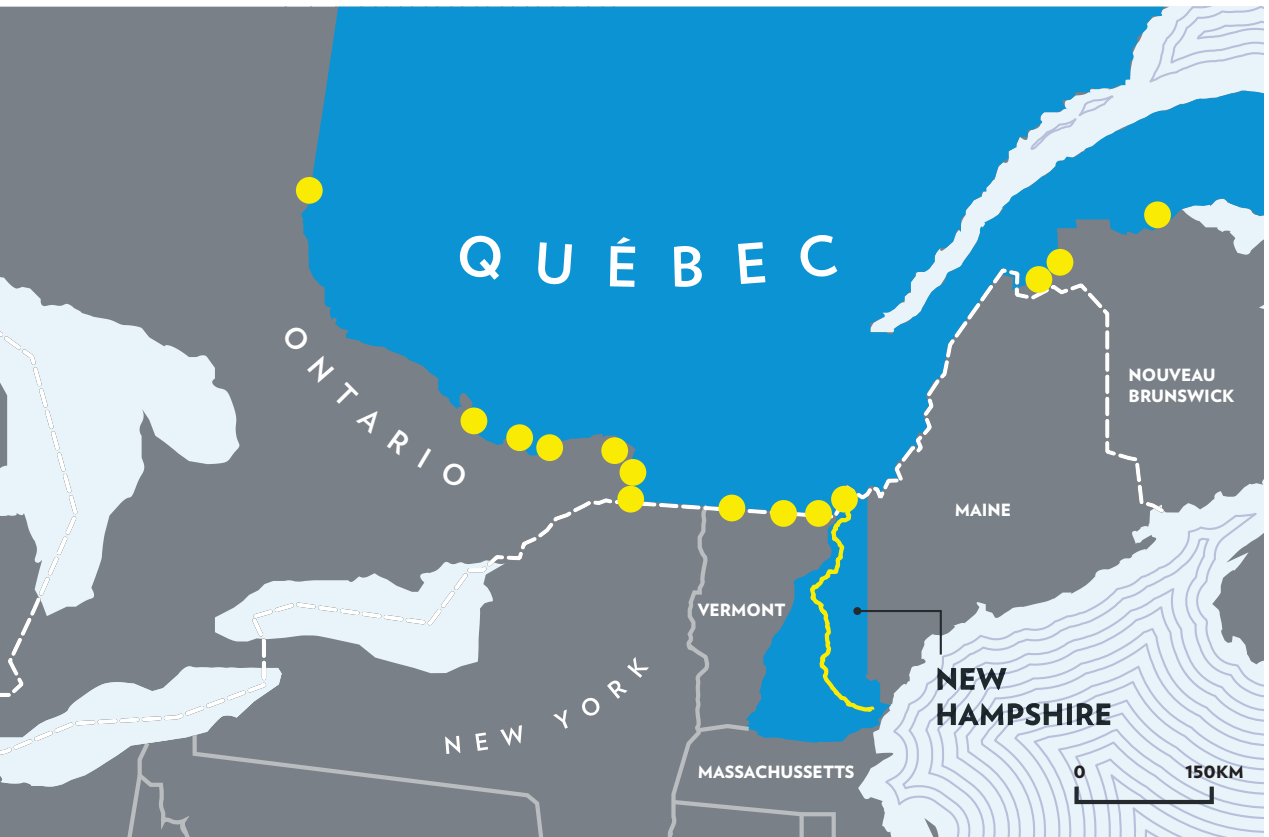
La Commission fédérale de régulation énergétique avait relevé, dans un avis rendu en 2011, que le promoteur de Northern Pass faisait face à « des défis et des risques significatifs » pour mener le projet à terme. Les autorités évoquaient notamment la difficulté d'acquiescer de nouveaux droits de passage sur une distance de près de 80 kilomètres dans le nord de l'État.

M. Savage pense que le report de l'annonce du tracé définitif reflète les difficultés sur le terrain. « Nous avons gagné », répète-t-il.

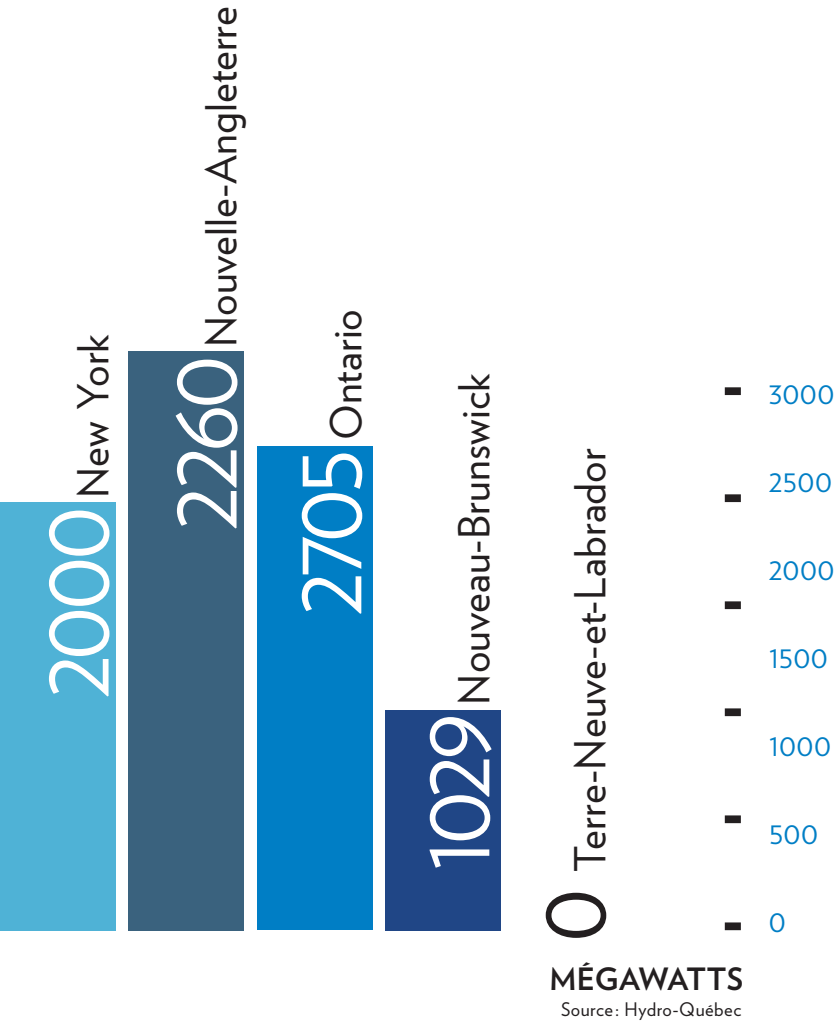


Jack Savage croit que le projet Northern Pass pourrait défigurer le New Hampshire. PHOTO IVANOH DEMERS, LA PRESSE

TRACÉ PRÉLIMINAIRE DIVULGUÉ EN 2011



CAPACITÉ D'EXPORTATION D'HYDRO-QUÉBEC DANS LES ÉTATS ET LES PROVINCES VOISINES



HYDRO-QUÉBEC MAINTIENT LE CAP

Même si le projet de Northern Pass éprouve de sérieuses difficultés dans le nord du New Hampshire, Hydro-Québec maintient le cap et dit avoir bon espoir de voir l'initiative menée à terme. Un porte-parole de la société d'État, Gary Sutherland, s'est contenté d'indiquer, en réponse aux écologistes qui prétendent avoir réussi à bloquer sa réalisation, que la société d'État attend toujours « un tracé définitif » de son partenaire américain. Il a précisé que le tracé en question permettrait de définir le point d'entrée vers lequel sera acheminée une nouvelle ligne, côté québécois, à partir du poste d'Hertel-Des Cantons. Ce segment projeté d'une longueur de 75 kilomètres est aussi contesté par des résidents québécois de la région concernée. M. Sutherland a précisé que la ligne Northern Pass viendrait s'ajouter à plusieurs voies existantes déjà utilisées par Hydro-Québec pour exporter de l'électricité vers les États américains voisins. La capacité existante des interconnexions installées vers la Nouvelle-Angleterre est de 2260 mégawatts. La création de la nouvelle ligne, si elle va de l'avant, devrait permettre à la société d'État de bénéficier d'une capacité additionnelle de 1100 mégawatts qui sera importante, au dire de M. Sutherland, pour accroître les ventes à l'étranger dans des moments où les prix sur le marché sont intéressants. En 2011, les exportations d'électricité, toutes destinations confondues, ont représenté 11 % des revenus d'Hydro-Québec. Les difficultés avec le projet Northern Pass surviennent alors que la société d'État vient de révéler que les surplus d'électricité coûteront 1,5 milliard d'ici 2020 à la population québécoise. Le patron d'Hydro-Québec, Thierry Vandal, a salué dans ce contexte la décision du ministère des Ressources naturelles d'annuler le programme de minicentrales qui avait été initié par le gouvernement libéral.

— MARC THIBODEAU

SAMEDI ET DIMANCHE
23 ET 24 FÉVRIER

ÉCONOMISEZ
10%
AVEC TOUT ACHAT
DE 100\$
ET PLUS

La modération
a bien meilleur goût.
EducValcool

PRENEZ GOÛT
À NOS CONSEILS
SAQ

18+ Titulaires de permis, agences de la SAQ, comptoirs Vin en vrac et SAQ Dépôt exclus. L'offre Économisez 10 % avec tout achat de 100 \$ et plus (après toute autre réduction) est en vigueur les 23 et 24 février 2013 seulement et s'applique uniquement aux produits offerts en succursale, à l'exception des cartes-cadeaux SAQ, des cartes de dégustation et des bons-cadeaux « Les Connaisseurs », ainsi que des produits commandés par l'entremise du service des commandes privées et de ceux en vente dans le catalogue Le Courrier vinicole. La consigne sur les bières est exclue du montant d'achat donnant droit à l'escompte. Promotion également offerte dans SAQ.COM. Achats non cumulatifs. Aucune mise de côté n'est acceptée. 18 ans ou plus.

ACTUALITÉS

ARRESTATION MUSCLÉE À TROIS-RIVIÈRES

Le chef de police ébranlé par ce qu’il a vu

GABRIEL DELISLE
LE NOUVELLISTE

TROIS-RIVIÈRES — La vidéo de l’arrestation musclée d’Alexis Vadeboncoeur par des policiers de Trois-Rivières a fait grand bruit hier au Canada et même aux États-Unis, où les images ont été diffusées à plusieurs reprises sur le réseau CNN. Le ministre de la Sécurité publique du Québec, Stéphane Bergeron, a qualifié « d’injustifiée » toute forme de violence dans notre société alors que le directeur de la Sécurité publique de Trois-Rivières avoue que les policiers ne sont pas fiers de ces images.

Ce dernier était visiblement ébranlé par la vidéo où l’on voit quatre de ses policiers ruer de coups Alexis Vadeboncoeur, suspecté d’être l’auteur d’un vol qualifié. « L’ensemble des policiers qui regardent ces images ne sont probablement pas très fiers. Ce n’est pas ce que l’on souhaite, ce n’est pas ce qui est enseigné et ce n’est pas ce qui devrait être fait. Les images sont révélatrices d’une situation fort troublante », affirme le directeur de la Sécurité publique de Trois-Rivières,

Francis Gobeil. « Personne n’est assurément à l’aise. On ne peut pas regarder ces images et rester indifférent. »

M. Gobeil soutient par contre qu’il s’agit d’une « action isolée ». « On souhaite que la population comprenne que ce qu’on voit dans la vidéo n’est pas le reflet du service de police de Trois-Rivières, ni des services de police du Québec », dit-il. « Il ne faut pas

des accusations criminelles ou à des sanctions déontologiques.

Le ministre a cependant dénoncé la violence en général. « Toute forme de violence dans une société comme la nôtre est injustifiée. Évidemment, l’enquête démontrera si, dans le cas présent, elle était justifiée du point de vue opérationnel. »

La direction de l’École nationale de police n’a pas voulu commenter directement la

« L’ensemble des policiers qui regardent ces images ne sont probablement pas très fiers. »

— Francis Gobeil, directeur de la Sécurité publique de Trois-Rivières

généraliser d’un événement fort malheureux qui laisse des traces malheureuses et pour lesquelles nous devons travailler fort pour que la confiance soit ramenée. »

Peu de commentaires

Le ministre Stéphane Bergeron s’est quant à lui montré peu bavard. « Je vais me garder de tout commentaire », a-t-il simplement dit, en ajoutant qu’il ne voulait pas nuire à l’enquête de la Sûreté du Québec qui pourrait mener à

vidéo rendue publique jeudi. « Nous sommes préoccupés par cette situation. Nous laissons l’enquête se faire. Au terme de celle-ci, nous regarderons et analyserons les rapports, ainsi que les leçons à tirer, s’il y en a », a indiqué la directrice générale Marie Gagnon, quelques minutes après la cérémonie de collation des grades de la 133^e promotion de l’École qui a complètement été éclipsée par la vidéo de l’arrestation musclée.

Le président de la Fédération des policiers et policières

municipaux du Québec, Denis Côté, avoue comprendre que la population soit choquée par les images diffusées. « Je peux comprendre que ça provoque des réactions », affirme M. Côté, qui est lui-même enquêteur, actuellement en libération syndicale, à la Régie intermunicipale de police de Richelieu-Saint-Laurent.

« La seule chose qu’il faut se rappeler, c’est que ce n’est qu’une partie de l’intervention. Ce n’est pas à nous de juger. Laissons l’enquête policière avoir lieu. C’est possible qu’il y ait des accusations de posées. Les policiers ont droit à la présomption d’innocence comme l’ensemble des citoyens. »

Plusieurs accusations

Rappelons qu’Alexis Vadeboncoeur, 19 ans, aurait commis un vol qualifié le 2 février dernier dans une pharmacie Jean Coutu. Le jeune homme était armé d’un pistolet à air comprimé. Il a depuis été accusé de braquage d’une arme à feu, de port de déguisement (cagoule), de possession de stupéfiants à des fins de trafic et d’entrave au travail des policiers.

Les quatre policiers de Trois-Rivières qui ont procédé à son arrestation, Barbara Provencher, Dominique Pronovost, Marc-André St-Amant et Keven Deslauriers, ont depuis été suspendus avec solde le temps que la Sûreté du Québec réalise son enquête.

Par ailleurs, l’avocat d’Alexis Vadeboncoeur, M^e René Duval, envisage d’intenter des poursuites civiles contre les policiers. L’homme de 19 ans présente des blessures au visage, au poignet, à la cheville et aux testicules.



PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE
Angelo Cecere

PROJET COLISÉE

La taupe de la GRC non coupable d’entrave

DANIEL RENAUD

Angelo Cecere, surnommé « la taupe de la GRC », n’a pas entravé la justice en possédant des documents « sensibles » qui auraient pu aider la cause des avocats de certains accusés du projet antimafia Colisée. C’est la conclusion à laquelle en est venu le juge Gilles Cadieux de la Cour du Québec, hier après-midi, au palais de justice de Montréal.

Cecere, 60 ans, a été arrêté en juillet 2007, à la suite d’une enquête interne des policiers de la Gendarmerie Royale du Canada (GRC) qui soupçonnaient l’un des leurs de fournir des informations à la mafia. Cecere, qui souffre d’une cécité quasi complète, a été employé civil de la GRC durant 26 ans. Son travail consistait à traduire les conversations en italien interceptées par les policiers, ce qu’il a notamment fait avec une partie de celles captées durant l’enquête Colisée.

Projet clandestin

Pour coincer la taupe, les policiers ont piégé Cecere en fabriquant de toutes pièces un faux projet d’enquête. Le soir du 17 juillet 2007, ils ont arrêté un individu lié à la mafia, Nicola Di Marco, qui sortait de la résidence d’Angelo Cecere avec des documents relatant des conversations captées durant l’enquête Colisée.

Chez le sexagénaire, les policiers ont également trouvé une disquette contenant un document de 20 pages intitulé « Questions que les avocats devraient poser ». Les docu-

Pour coincer la taupe, les policiers ont piégé Cecere en fabriquant de toutes pièces un faux projet d’enquête.

ments contenaient aussi des critiques de Cecere sur la compétence de ses collègues traducteurs et sur la traduction qu’ils avaient faite de plusieurs conversations interceptées durant la vaste enquête antimafia.

Selon la poursuite, Angelo Cecere aurait ainsi tenté d’aider la cause des avocats de la défense alors que ces derniers recevaient de la preuve et représentaient des accusés de Colisée qui subissaient leur enquête sur remise en liberté, dont des proches du chef de clan Giuseppe De Vito, alors en cavale. Mais le juge Cadieux en est venu à une autre conclusion.

« La poursuite ne s’est pas déchargée de son fardeau. Rien ne prouve que l’accusé a remis ces documents. En d’autres mots, il en est resté au stade de la préparation et n’est pas passé aux actes », a déclaré le magistrat.

Pour joindre Daniel Renaud en toute confidentialité, composez le 514-285-7000, poste 4918

ERRATUM



Publicité de Vacances Transat et Club Voyages du 23 février 2013, en page 5 du cahier Voyage.

Veillez noter que le prix pour l’hôtel Grand Palladium Vallarta Resort & Spa Club Impérial à Riviera Nayarit est de 1499\$ et le prix de l’hôtel Grand Palladium Lady Hamilton Resort & Spa Club Impérial en Jamaïque est de 1699\$.

Nous sommes désolés pour les inconvénients et nous vous remercions de votre compréhension.

C’EST LA GRANDE LIQUIDATION D’HIVER!

MINIMUM
30%
DE RABAIS!
SUR TOUTES LES BOTTES D’HIVER

50%
DE RABAIS!
SUR TOUT LE PRÊT-À-PORTER D’HIVER

20%
À
50%
DE RABAIS!
SUR TOUS LES PRODUITS D’HIVER

MINIMUM
30%
DE RABAIS!
SUR TOUS LES NOUVEAUX VÊTEMENTS ISOLÉS

MINIMUM
40%
DE RABAIS!
SUR TOUS LES VÊTEMENTS ISOLÉS JUNIORS

MINIMUM
20%
DE RABAIS!
SUR TOUTES LES CANNES À PÊCHE

60%
DE RABAIS!
SUR TOUT LE PRÊT-À-PORTER ÉTÉ 2012

ON PAIE LES TAXES**

SUR TOUS LES AUTRES ARTICLES À PRIX RÉGULIER EN MAGASIN!
(Excepté sur les articles Canada Goose, les arbalètes et les munitions)

JUSQU’AU 24 FÉVRIER 2013

BELOEIL - BROSSARD - BURLINGTON - ETOBICOKE - LAVAL - OSHAWA - OTTAWA - QUÉBEC - VAUGHAN

* Le rabais s’applique au prix régulier. Ne s’applique pas aux accessoires et aux articles Canada Goose. Détails en magasin.
** SAIL accorde un rabais équivalent aux deux taxes (TPS et TVQ) sur la marchandise à prix régulier seulement.
Ne s’applique pas aux articles Canada Goose, aux munitions et aux arbalètes. Détails en magasin.
En vigueur jusqu’au 24 février 2013.



LA PLUS GRANDE DESTINATION PLEIN AIR

POLITIQUE

Audit sur les extras au MTQ

On ne s'attaque pas à la racine du problème, estime la CAQ

PAUL JOURNET

QUÉBEC — L'audit externe que commandera le gouvernement péquiste pour examiner les extras dans les contrats publics ne rassure pas la Coalition avenir Québec (CAQ). « Je ne suis pas contre, mais on ne s'attaque pas à la racine du problème, le manque d'expertise. On pellette ce problème en avant », déplore son député Éric Caire.

La Presse révélait hier que le ministre des Transports, Sylvain Gaudreault, demandera à une firme privée de passer au peigne fin les coûts additionnels chargés dans les chantiers de son ministère, ainsi que de la Société immobilière du Québec, du Centre de services partagés du Québec et d'Infrastructure Québec, afin de déceler de possibles irrégularités et de mieux contrôler les coûts des chantiers à venir.

Le rapport Duchesneau de l'Unité anticollusion a exposé comment le ministère des Transports était vulnérable à cause de son manque d'expertise. Il n'est pas outillé pour étudier les demandes de coûts additionnels et pour refuser celles qui ne seraient pas justifiées, explique le caquiste. Il faut plus d'ingénieurs, et attirer aussi les meilleurs, dit-il. Pour ceux-ci, il faudrait augmenter le salaire. « En matière de salaire, le MTQ est le pire employeur pour les ingénieurs au Québec. Il est moins intéressant que le privé, le parapublic comme Hydro ou les

municipalités. Le ministre a annoncé des primes, mais elles ne sont que de 4 % et elles prennent fin en 2015. C'est nettement insuffisant quand on sait qu'au MTQ, un ingénieur de niveau 3, le plus élevé, gagne 22 % de moins qu'au privé. »

Agence des transports

M. Gaudreault veut transformer le MTQ en Agence des transports. Cette agence servira, selon lui, de tampon entre le politique et la réalisation des travaux. L'Agence prendra la charge des travaux, de l'appel d'offres à la coupure du ruban. Le MTQ demeurera en place pour proposer les grandes orientations, les lois et les règlements. L'embauche à l'Agence ne sera pas soumise aux règles générales de la fonction publique, ce qui donnerait plus de latitude pour le recrutement. Différents scénarios sont à l'étude. Le projet de loi doit être déposé cette année, si possible avant l'été, espère M. Gaudreault.

Selon M. Caire, c'est « de la poudre aux yeux ». « Au contraire, l'agence encouragera le favoritisme. Une agence n'a pas les mêmes obligations de transparence qu'un ministre. On l'a vu avec l'Agence métropolitaine de transport (AMT). On n'a pas réussi à connaître le salaire du deuxième directeur général, Paul Côté, embauché afin de compenser la nomination partisane du péquiste Nicolas Girard, qui n'était pas assez compétent pour faire son boulot. »

COURSE À LA DIRECTION DU PLQ

Couillard devrait l'emporter dès le premier tour

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Plus de la moitié des circonscriptions ont désormais tenu leur assemblée de choix des délégués en prévision du congrès qui, le 17 mars, choisira le successeur de Jean Charest. Et à moins d'un imprévu ou d'une énorme tempête de neige, l'ex-ministre Philippe Couillard devrait l'emporter dès le premier tour de scrutin.

En fait, la principale inconnue quand les délégués seront réunis à Verdun, dans moins d'un mois, sera de savoir qui, de Raymond Bachand ou de Pierre Moreau, terminera troisième.

Selon les données que La Presse a colligées, l'ancien ministre de la Santé a actuellement l'appui d'un peu plus de 50 % des 1518 délégués choisis. Son score oscillait autour de 55 % cette semaine, selon la récolte de délégués de la soirée. Or, parmi les circonscriptions où les assemblées n'ont pas encore eu lieu, 22 ont échappé au PLQ en septembre, et une trentaine se trouvent dans les régions, loin de la zone du grand Montréal. Dans les deux cas, il s'agit d'un terrain plus fertile pour l'équipe de Philippe Couillard, reconnaissent plusieurs sources libérales dans tous les camps.

Cela est d'autant plus vrai que le D^e Couillard a l'appui tacite de la permanence du PLQ. D'anciens membres du parti ont eu la surprise de recevoir, en soirée, des coups de fil de la

permanence du PLQ à Montréal pour pousser la candidature de M. Couillard.

Actuellement, l'ex-ministre des Finances Raymond Bachand est en troisième place, mais il a toutes les chances de devenir deuxième d'ici à la fin des assemblées, dont la dernière se tiendra dans Taillon, le 9 mars. L'ancien ministre des Transports Pierre Moreau qui, depuis les débats publics, bénéficie d'un net élan par rapport à son adversaire Bachand, trouvera les prochaines semaines plus difficiles.

Pas de quartier

Dans les circonscriptions où les assemblées réunissent généralement une cinquantaine de militants souvent âgés, la rivalité entre les candidats cause parfois des dérapages. Dans Mont-Royal, où le clan Moreau pensait avoir les coudées franches avec l'appui du député Pierre Arcand, les militants ont donné une pleine délégation à Raymond Bachand. Par dépit, le clan Moreau a tenté de faire disqualifier l'une des élues, Andrée Bourassa, la veuve du regretté Robert Bourassa! En fin de semaine dernière, le clan Couillard avait fait battre Stéphanie, la fille de Raymond Bachand, qui tentait d'être déléguée dans Mercier. Le même jour, ils ont fait battre la belle-mère de Pierre Moreau dans Charlevoix.

La version longue de ce texte à www.lapresse.ca/couillard

SOMMET SUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Définir notre avenir

C'est aussi lutter pour :

- une accessibilité à l'enseignement supérieur partout au Québec
- une reconnaissance du personnel des cégeps
- une reconnaissance du personnel des universités

Pour un Québec meilleur !

Offres valides du 23 au 27 février 2013.

Impressions numériques

Imprimez PLUS pour moins!

9¢*

200 fichiers différents et +

14¢*

60 à 199 fichiers différents

19¢*

1 à 59 fichiers différents

*Photo 4x6. Excluant les impressions instantanées au kiosque d'impression numérique.

▶ Imprimez vos photos à partir de votre iPhone, iPod Touch ou iPad. Téléchargez l'application Jean Coutu à partir du Apple App Store.

▶ Utilisez également les photos de votre compte Facebook !

Livres photo

Vos photos dans votre livre photo !

15%

DE RABAIS sur TOUS les livres photo

Livre photo Édition souple

20 pages

À partir de

16⁹⁹\$

19⁹⁹\$

* Pages supplémentaires 1,00\$ ch.

Livre photo à couverture rigide et classique

24 pages

À partir de

25⁴⁹\$

29⁹⁹\$

Reliure classique. Pages supplémentaires 1,00\$ ch.

jeancoutu.com/photo



En **récupérant** des boîtes de conserve,
nous **créons** des électroménagers.

Récupérer c'est recréer.

RECREER.CA

Pour connaître les matières acceptées dans votre
bac de récupération, contactez votre municipalité.



FÉDÉRATION
QUÉBÉCOISE DES
MUNICIPALITÉS



Réforme du Sénat

Garneau critique encore Trudeau

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Le candidat à la direction du Parti libéral Marc Garneau lance une nouvelle attaque contre Justin Trudeau, cette fois sur une éventuelle réforme du Sénat.

Dans la foulée des révélations au sujet des notes de frais douteuses de certains sénateurs, M. Trudeau a soutenu qu’il n’était pas urgent de réformer le Sénat et qu’il fallait plutôt procéder à de meilleures nominations.

Hier, M. Garneau a reproché à Justin Trudeau de favoriser le statu quo, rejeté par une proportion importante de Canadiens selon plusieurs sondages.

« Selon M. Trudeau, la réforme serait trop problématique. Pour ma part, je crois que les vrais leaders doivent trouver des solutions pour

« Les Canadiens et les Canadiennes ont indiqué clairement qu’ils n’étaient pas satisfaits du Sénat qui, dans sa forme actuelle, n’est ni démocratique ni représentatif. »

— Marc Garneau

apporter un changement positif. Ils ne s’en tiennent pas au statu quo parce que c’est trop difficile de changer. »

M. Garneau, qui fait campagne aujourd’hui dans les régions rurales du Québec, s’est dit favorable à un Sénat élu et à la limitation de la durée du mandat de ses membres, une réforme que proposent d’ailleurs les conservateurs de Stephen Harper.

Il a fait valoir que d’autres pays ont réussi à moderniser le Sénat, notamment l’Australie, qui a un régime parlementaire comparable à celui du Canada. Il s’est engagé à travailler avec les provinces pour réformer le Sénat s’il devient premier ministre.

« Les Canadiens et les Canadiennes ont indiqué clairement qu’ils n’étaient pas satisfaits du Sénat qui, dans sa forme actuelle, n’est ni démocratique ni représentatif. Ma position, c’est que le Canada doit se concerter avec les provinces pour créer un Sénat élu avec des mandats limités », a dit M. Garneau.

C’est la troisième fois en moins de deux semaines que M. Garneau lance des flèches acérées en direction du meneur de la course à la direction du PLC.

La semaine dernière, M. Garneau a accusé

M. Trudeau d’être une coquille vide parce qu’il refuse de proposer des mesures précises durant sa campagne.

Jeudi, il a soutenu que le jeune député avait commis une « erreur de débutant » lorsqu’il a suggéré qu’au moins 66 % des Québécois

devraient voter pour la souveraineté avant que le gouvernement fédéral accepte de négocier une sécession.



PHOTO CHRIS YOUNG, PC
Marc Garneau, député de Westmount.

DU SAMEDI 23 FÉVRIER
AU VENDREDI 1^{ER} MARS

achats
beauté

DES RÉCOMPENSES

20x
plus vite

20 x
PLUS DE POINTS
PHARMAPRIX
OPTIMUM^{MD}
À L'ACHAT DE COSMÉTIQUES
OU DE PARFUMS D'UNE
VALEUR TOTALE DE
75 \$ OU PLUS.*

GRATUIT?
C'est génial!TM

Comprend toutes les marques de :
COSMÉTIQUES • SOINS DE LA PEAU SÉLECTIONNÉS • COLLANTS ET
CHAUSSETTES • PARFUMS • BIJOUX • COLORANTS CAPILLAIRES
BAINS MOUSSANTS ET GELS-DOUCHE • PRODUITS POUR LES ONGLES

30%
de rabais*

RIMMEL LONDON
Cosmétiques
sélectionnés

10%
de rabais*

MAYBELLINE NEW YORK
ROCKET mascara, COLOR WHISPER rouge
à lèvres, INSTANT AGE REWIND LIFTER,
PERFECTOR fond de teint ou correcteur
Produits sélectionnés

55\$
ch.

VICHY
NEOVADIOL MAGISTRAL

48\$
ch.CHLOÉ
MY LITTLE CHLOÉ
Eau de parfum (20 mL)8⁹⁹
ch.SALLY HANSEN
COMPLETE SALON MANICURE
Vernis à ongles sélectionnésà partir de
30\$LISE WATIER
ÉDITION LIMITÉE! PASTEL POWER Quatuor
de fards à paupières, \$ 36
PINK POWER fard à joues, \$ 30

*L'offre s'applique au total des achats de produits admissibles après les rabais et les échanges, et avant les taxes, sur présentation d'une carte Pharmaprix Optimum^{MD} valide. Exclut les points prime Pharmaprix Optimum^{MD}, les points obtenus avec la carte Pharmaprix Optimum^{MD} MasterCard^{MD} RBC[®] et ceux associés au Forfait bancaire Pharmaprix Optimum^{MD} RBC[®]. Ne peut être jumelée à aucune autre promotion ni offre de points Pharmaprix Optimum. Détails au comptoir des cosmétiques. L'offre est en vigueur du samedi 23 février au vendredi 1^{er} mars 2013.

PHARMAPRIX

ACTUALITÉS

Oscar



STÉPHANE
LAPORTE
COLLABORATION SPÉCIALE
CHRONIQUE

Ce n'est pas celui que vous croyez. Cette chronique n'est pas à propos d'Oscar, la statuette. Elle est à propos d'Oscar, l'être humain. Vous verrez, il est beaucoup plus difficile d'être un symbole d'excellence pour un être humain que pour une statuette.

Pour toutes les personnes souffrant d'un handicap physique, Oscar Pistorius est une source d'inspiration. Il est né sans péronés et a dû être amputé des deux jambes, sous les genoux, alors qu'il n'avait que 11 mois. À l'âge de 2 ans, il apprend à marcher avec des prothèses. Et il ne fait pas que marcher. Il court. Plus vite que Forrest Gump. En 2004, il participe aux Jeux paralympiques. L'ultime réussite pour un athlète handicapé. Mais pour Oscar, ce n'est pas assez. Il veut l'ultime réussite pour un athlète tout court: participer aux Jeux olympiques. Les vrais. Ceux que le monde regarde.

Au début, on sourit devant tant d'ambition. On l'encourage à poursuivre son rêve, en sachant qu'il ne le

rattrapera jamais. Erreur. Pistorius est aussi rapide que son rêve.

En 2007 à Rome, lors d'une compétition officielle de l'Association internationale des fédérations d'athlétisme, il se mesure à plusieurs des meilleurs coureurs de la planète. Il termine deuxième.

On ne sourit plus. Oscar fait des jaloux. Un athlète qui court avec deux prothèses en carbone à la place des jambes, il n'y a pas de problème s'il dépasse d'autres athlètes handicapés, mais pas des athlètes valides. Wô! C'est louche.

On ordonne une enquête. Les prothèses en carbone donnent-elles un avantage à

Pistorius sur les autres athlètes? Oui, conclut le rapport commandé par la Fédération internationale d'athlétisme. En conséquence, le Sud-Africain ne peut plus participer à quelque course officielle ni aux Jeux olympiques, bien sûr.

Foutaise. Avoir des prothèses, ce n'est pas prendre de la drogue. Ce n'est pas tricher. C'est juste vouloir se tenir debout. C'est juste vouloir aller où vont les autres. Tant mieux si elles sont bien faites. Tant qu'elles n'ont pas de moteur. Tant que

sont le rendez-vous des meilleurs. Pas des normaux, des meilleurs. Le seul critère est d'être un humain.

Il ne réussit pas à se qualifier pour les Jeux de Pékin en 2008. Mais en 2012, il devient le premier athlète à participer à la fois aux Jeux paralympiques et olympiques de Londres. Un petit pas pour la prothèse en carbone, un bond de géant pour la différence.

Le film devrait finir là. Chacun rentre à la maison avec sa dose de motivation. Le destin d'Oscar entraî-

Une chose est sûre, il n'est plus un héros. Un cœur, pour vénérer, ne doit pas avoir de doute. Pistorius a beau courir vite, la pensée qu'il est un meurtrier sera toujours dans sa foulée.

Mauvais temps pour les idoles. Lance Armstrong, qui fut longtemps le modèle de toutes les personnes luttant contre le cancer, n'est plus qu'un champion déchu et décevant. Oscar Pistorius, qui était le modèle de ceux et celles aux prises avec des limitations physiques, est devenu un exemple à ne surtout pas suivre.

Morale de ce constat : faudrait chercher nos héros chez les gens qu'on connaît. Les personnalités publiques demeurent, au fond, inconnues. On ne connaît d'elles que ce qu'on veut bien nous montrer.

Tandis que notre père, notre mère, nos frères, nos sœurs, nos amis ne sont peut-être pas aussi parfaits que les vedettes qu'on adule, mais leur histoire risque d'être beaucoup plus vraie. Et inspirante.

Il y a sûrement parmi eux des survivants, des gens qui ont repoussé leurs limites, des gens qui ont réalisé de grandes choses. À nous de grandir grâce à eux.

Il n'y a pas de meilleur héros qu'un ami.

La seule réalité, c'est celle qu'on connaît.

Tout le reste n'est que du cinéma.

Mauvais temps pour les idoles. Lance Armstrong, qui fut longtemps le modèle de tous les gens luttant contre le cancer, n'est plus qu'un champion déchu et décevant. Oscar Pistorius, qui était le modèle de tous les gens aux prises avec des limitations physiques, est devenu un exemple à ne surtout pas suivre.



SERVICE
IMPECCABLE,
LONGUE VIE À
DUPROPRIO!

JOANIE LEVASSEUR
DE TERREBONNE
A ÉCONOMISÉ 22 000 \$*

Vendre sa propriété sans agent, c'est plus simple que jamais avec le plus important réseau immobilier sans commission. Vous souhaitez l'appui de professionnels? Notre équipe et nos partenaires sont là pour vous guider à toutes les étapes, jusqu'à la conclusion de la vente. Vous voulez un maximum de visibilité? Notre site reçoit plus de 5 millions de visites par mois. Vous voulez économiser comme plus de 125 000 propriétaires l'ont déjà fait? Essayez DuProprio: LA façon de faire en immobilier.

VOUS AVEZ DES QUESTIONS?
1 866 387-7677 DUPROPRIO.COM

PROFITEZ D'UNE CONSULTATION À DOMICILE GRATUITE.

99% de nos clients nous recommandent
sondage CAA-Québec

 Google play  App Store

Téléchargement gratuit



duProprio

LA FAÇON DE FAIRE
EN IMMOBILIER

*Montant approximatif calculé à partir d'une commission moyenne de 5%.

Réclamations
de logement

Mea-culpa
du sénateur
Mike Duffy

LA PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — Le sénateur conservateur Mike Duffy a admis hier qu'il a «peut-être commis une erreur» en réclamant des indemnités pour se loger dans la capitale fédérale, alors qu'il y possède une résidence, et annoncé qu'il rembourserait ces sommes.

M. Duffy s'est présenté hier aux studios de la CBC à Charlottetown, capitale de l'Île-du-Prince-Édouard qu'il représente au Sénat. En entrevue, il a admis qu'il avait eu tort de réclamer des indemnités de logement.

Il a soutenu que le formulaire et les règlements étaient vagues et portaient à confusion. «Jusqu'à ce que les règlements soient clairs, et ils ne le sont pas à présent, je ne réclamerai pas d'allocation de logement», a-t-il déclaré.

«C'est devenu une distraction majeure, alors ma femme et moi avons décidé qu'afin de tourner la page, nous allons rembourser les allocations de logement reçues pour la maison que nous possédons à Ottawa», a-t-il déclaré.

Controverse

M. Duffy a fait valoir que la controverse n'avait rien à voir avec son éligibilité à représenter la province de l'Île-du-Prince-Édouard. «Il s'agit véritablement d'une question de comptabilité, depuis quand on est ici, depuis quand on est là», s'est-il défendu. Dans un communiqué, il a ajouté qu'il tenait à montrer qu'il servait la population de sa province.

M. Duffy est au coeur d'une controverse entourant ses indemnités de logement de 33 000\$ touchées depuis 2010, alors qu'il possède déjà une résidence à Ottawa. Les députés de l'opposition se demandent si sa «résidence principale» est vraiment un cottage de Cavendish, à l'Île-du-Prince-Édouard, comme il l'a déjà affirmé. La Constitution exige que les sénateurs résident dans la province qu'ils représentent.

M. Duffy fait l'objet d'un audit, tout comme ses collègues sénateurs Pamela Wallin, Mac Harb et Patrick Brazeau, concernant leurs demandes d'indemnités pour logement. Questionnée sur le mea culpa apparent de M. Duffy, la sénatrice Marjory LeBreton, leader du gouvernement au Sénat, a affirmé que seul l'audit pourra venir à bout de la controverse.

OLÉODUC ENBRIDGE VERS MONTRÉAL

Des documents techniques en anglais seulement

MARTIN CROTEAU

OTTAWA — Ceux qui souhaitent participer aux audiences publiques sur l'inversion de l'oléoduc d'Enbridge vers Montréal devront se familiariser avec le détail du projet en anglais. L'entreprise albertaine a produit plusieurs documents techniques devant l'Office national de l'énergie pour consultation, et aucun n'est rédigé en français.

Enbridge souhaite inverser le flux de son oléoduc 9B qui relie Montréal à North Westover, en Ontario, afin d'acheminer vers le Québec du pétrole albertain. Le projet de 100 millions fera l'objet d'une consultation devant

l'organisme fédéral au cours des prochains mois.

Même si l'oléoduc traverse plusieurs municipalités québécoises, toutes les études d'impacts environnementaux, cartes et détails techniques que la société a produits à l'Office sont rédigés exclusivement en anglais.

Selon les écologistes, la décision de l'entreprise ne relève pas du hasard.

Une décision stratégique?

«Je suis obligé d'y voir une stratégie pour limiter la participation du public et faciliter l'autorisation du projet, dénonce le porte-parole de Greenpeace, Patrick Bonin. D'autant plus que les audiences vont se passer en grande partie en été.»

Enbridge se défend de vouloir restreindre la participation citoyenne aux audiences publiques. Son porte-parole, Éric Prud'homme, rappelle que l'entreprise n'a pas l'obligation de soumettre des documents dans les deux langues officielles du Canada lors d'une consultation fédérale.

D'ailleurs, affirme-t-il, cette pratique pourrait entraîner des complications.

« Lorsqu'il y a deux documents qui circulent dans deux langues différentes, au niveau légal il peut y avoir matière à interprétation et il peut y avoir une différence entre les deux », explique-t-il. Enbridge a tenu plusieurs séances d'information au

cours des derniers mois, en Ontario et au Québec, pour expliquer son projet aux citoyens et aux autorités locales. L'entreprise proposait alors de l'information en français et en anglais.

L'Office national de l'énergie est « conscient » du fait qu'Enbridge n'a produit des documents techniques qu'en anglais, indique la porte-parole de l'organisme, Whitney Punchak. Elle confirme toutefois qu'aucune loi ne force la société à les traduire.

Discussion possible

« Le fait que l'oléoduc traverse une province francophone et une province anglophone pourrait faire

LE PROJET EN CHIFFRES

Coût projeté: 100 millions

› Capacité: 300 000 barils
par jour

› Entrée en service projetée:
2014

› Débouchés : raffineries de Montréal (Suncor) et Lévis (Ultramar).

l'objet d'une discussion au cours des audiences », a-t-elle cependant indiqué.

Si le projet est approuvé, l'oléoduc d'Enbridge transportera surtout du pétrole léger albertain vers Montréal, mais il pourra aussi acheminer du bitume dilué extrait des sables bitumineux.

Les écologistes critiquent le fait que les audiences de l'Office ne porteront que sur les impacts potentiels de l'oléoduc 9B et non sur les conséquences environnementales des sables bitumineux.

Bernard Valcourt aux Affaires indiennes

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Le premier ministre Stephen Harper confie à Bernard Valcourt, un ministre francophone du Nouveau-Brunswick, la tâche de rebâtir les ponts avec les peuples autochtones.

M. Harper a nommé hier M. Valcourt au poste de ministre des Affaires indiennes dans la foulée de la démission de John Duncan, la semaine dernière, pour avoir écrit une lettre, en 2011, à un juge de la Cour canadienne de l'impôt au nom d'un citoyen de sa circonscription.

M. Valcourt «poursuivra le travail du gouvernement pour faire avancer le dialogue sur les questions autochtones et il prendra des mesures réalisables pour offrir une meilleure éducation et des opportunités économiques aux peuples autochtones partout au Canada», a indiqué le bureau du premier ministre dans un communiqué de presse.

M. Valcourt était auparavant ministre d'État responsable des achats militaires et ministre responsable de la Francophonie.

Le dossier de la francophonie a été confié au ministre des Anciens combattants, Steven Blaney.

Une nouvelle recrue fait par ailleurs son entrée au cabinet. La députée de la Colombie-Britannique Kerry-Lynne Findlay devient ministre associée de la Défense nationale afin de prêter main-forte au ministre Peter MacKay, pour « réaliser les engagements que le gouvernement a pris à l'endroit des hommes et des femmes des Forces armées canadiennes, et s'assurer que le principe de l'optimisation des ressources demeure au cœur de l'administration de la Défense nationale. »

Les ministres ont prêté serment ce matin durant une cérémonie privée à Rideau Hall, la résidence officielle du gouverneur général, David Johnston.

Colombie-Britannique

Une avalanche fait un mort

Une avalanche a balayé l'arrière du Revelstoke Mountain Resort, hier, emportant un groupe de trois skieurs et tuant l'un d'entre eux. Le gérant du complexe, Rob Elliot, a indiqué que les skieurs faisaient partie d'un groupe de cinq ou six personnes. Le capitaine de la Gendarmerie royale du Canada Dan Moskaluk a expliqué que les autres membres du groupe ont réussi à sauver deux des trois skieurs impliqués, mais que le troisième a été trouvé mort.

— La Presse Canadienne

fido 

On réduit les prix de moitié

sur tous les Forfaits standards avec textos et appels

50% de rabais

pendant 6 mois

avec une Entente Fido de 2 ans*

À partir de ~~20\$~~
10\$ par mois
après le rabais

L'offre prend fin le 18 mars

Inclut l'AVANTAGE Fido

Changez de téléphone plus tôt

Fido à l'écoute^{MC}

FidoTROC^{MC}

FidoDOLLARS^{MC}

MAGASINS FIDO

ANJOU

Les Galeries d'Anjou

BELOEIL

600, boul. Laurier

BOUCHERVILLE

Promenades Montarville

BROSSARD

Mail Champlain
Place Portobello

DOLLARD-DES-ORMEAUX

Galerias des Sources

GRANBY

Galerias de Granby

GREENFIELD PARK

3310, boul. Taschereau

LASALLE

Carrefour Angrignon
Place Newman

LAVAL

3100, boul. Concorde Est
1637, boul. Daniel-Johnson
Carrefour Laval
Centre Laval

LONGUEUIL

Métro Longueuil
Place Longueuil

MONTREAL

35, rue Beaubien Est
6700, avenue Côte-des-Neiges
4960, boul. Décarie
4328, boul. Henri-Bourassa Est
680, rue Jarry Est
436, rue Jean-Talon Ouest
5150-A, rue Jean-Talon Ouest
2900, rue Masson
1042A, avenue Mont-Royal Est
101, avenue Mont-Royal Ouest
3451, rue Ontario Est
10539, boul. Pie-IX
1314, rue Ste-Catherine Est
1004, rue Ste-Catherine Ouest
3820, rue St-Denis
7024, rue St-Hubert
3758, boul. St-Laurent
1111, rue St-Urbain
1221, rue St-Zotique Est
6295, rue Victoria
3920, rue Wellington
Centre commercial Côte-St-Luc
Centre Domaine
Centre Eaton
Centre Wilderton
Complexe Desjardins
Galerias Normandie
Place Alexis Nihon
Place Bourassa
Place de la Cathédrale
Place Montréal Trust
Place Versailles
Place Ville-Marie

POINTE-AUX-TREMBLES

Centre de la Pointe

POINTE-CLAIRE

Fairview Pointe-Claire

REPENTIGNY

Galerias Rive-Nord

ROSEMERE

Place Rosemère

ST-BRUNO

Promenades Saint-Bruno

ST-EUSTACHE

367, boul. Arthur-Sauvé

ST-JEAN-SUR-RICHELIEU

600, rue Pierre-Caisse

ST-JEROME

Carrefour du Nord

ST-LEONARD

4505, boul. Métropolitain Est
Centre commercial Le Boulevard
Centre d'achat Langelier

TERREBONNE

321b, montée des Pionniers
Galerias Terrebonne

TROIS-RIVIERES

5770, boul. Jean-XXIII
Centre Les Rivières

VILLE DE MONT-ROYAL

Centre Rockland

VILLE ST-LAURENT

961, boul. Décarie
Place Vertu

► FUTURE SHOP

BEST BUY

la cabine 
sans fil

SANS-FIL etc...

COSTCO

« WAVE SANS FIL »

Walmart 

C'est le temps de changer. Passez en magasin, faites le 1-866-301-3436 ou consultez fido.ca.

L'offre prend fin le 18 mars 2013 et peut être modifiée sans préavis. Des frais uniques d'activation de 35 \$ s'appliquent; un crédit de ce montant sera porté à votre facture si vous procédez à une nouvelle activation avec Entente Fido de deux ou de trois ans. Des frais de récupération des économies réalisées sur l'appareil et (ou) des frais d'annulation de service s'appliquent selon les modalités de votre entente. *Offert seulement dans le cadre des Forfaits standards sur le marché avec Entente Fido de deux ans. Le rabais s'applique uniquement aux frais de service mensuels associés au forfait les six premiers mois; les autres frais ne font pas l'objet d'un rabais. Taxes en sus. © 2013

Université: le prix de la gratuité



À la veille de l’ouverture du Sommet québécois sur l’enseignement supérieur, voici un coup d’œil sur des expériences de gratuité universitaire dans le monde. Ce qu’on peut en retenir: la gratuité est possible. Mais... elle a un coût.

Jakob Ruugaard ne sait plus où donner de la tête, ces jours-ci. Lundi, le gouvernement danois a annoncé une série de compressions dans son programme de bourses universitaires. Depuis, le président de l’Association nationale des étudiants du Danemark court d’une université à l’autre pour mobiliser les troupes. « Les étudiants sont furieux, nous ne laisserons pas passer ça en silence! », clame-t-il, indigné, quand je réussis enfin à l’attraper au téléphone. Les études universitaires sont gratuites au Danemark.

Il y a quelques années, la Norvège a trouvé le truc suivant: convertir en bourses les prêts dont bénéficient tous les étudiants, pour ceux qui ne se traînent pas trop les pieds.

Mieux que ça: tout étudiant reçoit d’office une bourse qui peut atteindre 1000 \$ par mois. De quoi assurer sa subsistance. Cette bourse est renouvelable pendant six ans, soit une année de plus que le temps réglementaire pour décrocher une maîtrise. Les rumeurs voulant que cette aide soit réduite à cinq ans ont soulevé un débat houleux, cet hiver. Le sujet fait la une des journaux. Et l’opinion publique rejette le projet à plus de 80 % ! Un rejet qui traverse la barrière des générations: « Les parents savent bien que, le cas échéant, ce sont eux qui paieraient la note », dit le journaliste Jacob Fuglsang. Finalement, le gouvernement a plié... un peu. Ces compressions toucheront surtout les étudiants qui vivent encore chez leurs parents. Et ceux qui lambinent trop entre le secondaire et l’université. Une réforme qui générerait des économies annuelles de 400 millions de dollars. « Nous devons équilibrer les finances publiques et les étudiants doivent participer », dit Jacob

plusieurs y voient une brèche dans le fameux modèle social que l’on retrouve aussi dans d’autres pays scandinaves. Un modèle qui voit la gratuité scolaire comme une pierre angulaire de l’égalité sociale. Mais ce modèle a aussi son prix. La fièvre des examens d’admission universitaires se répand dans les collèges finlandais dès le printemps. Les universités sont très, très sélectives. « C’est très difficile d’entrer dans certaines facultés, le système veut s’assurer que les bons cerveaux sont à la bonne place », dit André Chaker Noël, Québécois établi en Finlande, auteur d’un livre sur le « Miracle finlandais. » Comme au Danemark, les universités finlandaises sont gratuites et les étudiants reçoivent une bourse pour pouvoir se concentrer à 100 % sur leurs études. Mais au moment d’entrer à l’université, la marche est très haute. Tellement que plusieurs candidats suivent des cours de préparation aux



Des étudiants s’installent sur le parquet de la gare centrale de Copenhague, pour manifester contre les coupes en éducation planifiées par le gouvernement danois.

MOYENNE DES DROITS DE SCOLARITÉ PAR PAYS	
Dans les universités subventionnées par l’État	
AUSTRALIE	4222\$
CANADA	3774\$
Québec	2165\$
DANEMARK	0\$
ÉTATS-UNIS	6312\$
FINLANDE	0\$
FRANCE	190 À 1390\$
NORVÈGE	0\$
ROYAUME-UNI	4731\$

Sources: OCDE, ministère de l’Éducation du Québec

TITULAIRES D’UN DIPLÔME UNIVERSITAIRE % de la population des 25-64 ans	
AUSTRALIE	27%
CANADA	26%
Québec	24%
DANEMARK	27%
ÉTATS-UNIS	32%
FINLANDE	23%
FRANCE	18%
NORVÈGE	35%
Moyenne des 34 pays de l’OCDE	22%

des études de troisième cycle à l’université de Trondheim, avait accumulé plus de 30 000\$ de dettes au moment de terminer sa maîtrise. Comme étudiante au doctorat, elle reçoit un salaire d’environ 60 000\$ de l’État – en échange de quoi elle donne des cours et corrige des examens. Elle peut donc facilement rembourser sa dette. Mais si jamais elle devait se retrouver sans emploi, elle pourrait suspendre ses paiements. Études gratuites, prêts qui se transforment graduellement en bourses, doctorants traités comme des employés de l’État. Mais comment donc la Norvège et ses voisins font-ils pour financer leurs paradis universitaires? Pour l’essentiel, en infligeant à leurs citoyens les taux d’imposition les plus élevés de la planète. Taux maximal d’impôt sur le revenu de plus de 55 % au Danemark, et de près de 50 % en Norvège et en Finlande. Ce à quoi s’ajoute une TVA de 25 %. Le prix à payer pour la gratuité universitaire, il est aussi là: dans cette participation collective à une dépense publique que dans chacun de ces trois pays une vaste majorité juge essentielle.

Le modèle allemand

Les pays scandinaves ne sont pas les seuls à offrir des études universitaires gratuites. Il y a aussi le Mexique, la République tchèque et... l’Allemagne. L’Allemagne étant un État fédéré, la situation des universités varie d’un Bundesland à l’autre. Mais la gratuité universitaire prévaut dans la majorité des États. Le principe est constamment remis en question, entre autres par le CDU, le parti d’Angela Merkel. Les arguments pour l’imposition de droits de scolarité: améliorer la qualité de l’enseignement. Et libérer la population du fardeau de financer les études de ceux qui finiront par gagner des salaires meilleurs que la majorité des contribuables. Mais ces arguments tombent à plat, et récemment, la Bavière a décidé de renouer avec la gratuité et d’abandonner ces droits universitaires d’environ 1300\$ par an.

Donnez à votre enfant toutes les chances de réussir!

FORMER L'ESPRIT, LE CŒUR ET LE CORPS

École secondaire privée pour les filles et les garçons de 1^{re} à 5^e secondaire

Le Collège Notre-Dame c'est:

- » une formation intellectuelle de très haut niveau
- » un personnel compétent, disponible et attentionné
- » un encadrement de qualité
- » un milieu de vie enrichissant et stimulant
- » des activités étudiantes à profusion

ADMISSION pour l'année scolaire 2013-2014

Pour les candidats de 1^{re} à 4^e secondaire

Samedi 23 mars → 9 h

L'inscription se fait en ligne seulement au www.collegenotre-dame.qc.ca

Pour information, composez le 514 739-3371, poste 2297.



NOTRE-DAME

ANCIENS ET ANCIENNES!

Le CND désire garder contact avec vous. Écrivez-nous à : info@collegenotre-dame.qc.ca



Qui dit gratuit dit: on peut prendre son temps. Les pays qui n'imposent pas de droits universitaires cherchent des moyens d'accélérer le parcours des étudiants. Il y a quelques années, la Norvège a trouvé le truc suivant: convertir en bourses les prêts dont bénéficiaient tous les étudiants, pour ceux qui ne se traînent pas trop les pieds. Pour ceux qui obtiennent leur diplôme à temps, c'est 40 % du prêt qui se transforme en bourse. Turid Satermo, anthropologue norvégienne qui fait

pas non plus automatiquement inaccessibles! «Il n'y a pas de lien entre les droits de scolarité et le taux d'accès aux études universitaires», dit Étienne Albiser, de l'OCDE. Selon lui, un troisième facteur vient équilibrer la situation: les programmes de prêts et bourses. Et la qualité? Le financement exclusivement public assure-t-il une formation de haut niveau? Les écoles finlandaises figurent parmi les meilleures du monde. Mais les universités, elles, se trouvent loin du peloton de tête dans les classements internationaux, loin derrière Harvard ou McGill, fait valoir André Noël Chaker: «Il n'y a pas de mauvaise université en Finlande, mais le pays n'a pas les moyens d'avoir un MIT.»

LOTO QUÉBEC

Résultats des tirages du : 2013-02-22

02 13 14 16 28 46 47 COMPL. (C) 15

SÉLECTIONS GAGNANTES DES LOTS ADDITIONNELS 7 X 1 MILLION \$ (PARTAGEABLE)

15 16 24 32 37 41 42	06 13 16 24 26 33 48
01 05 11 29 31 35 39	06 07 14 35 39 40 41
02 05 22 35 45 48 49	05 15 17 27 30 35 45
04 24 28 30 31 42 45	

(SÉLECTIONS NON DÉCOMPOSABLES)

LOTO NAX

05 12 24 31 39 45 49 COMPL. (C) 35

LaMini

278864

02 04 06 07 13 21 29 34 44 47
51 55 59 61 63 64 67 68 69 70

Extra

3976717

Tous les résultats chez votre détaillant ou à lotoquebec.com

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

LE TOUR DU GLOBE



PHOTO ZOUBEIR SOUISSI, REUTERS

Tunisie
Ministre de l'Intérieur promu

L'islamiste Ali Larayedh, le ministre de l'Intérieur (et figure modérée du parti islamiste Ennahda) appelé à devenir premier ministre, a promis un gouvernement pour « tous les Tunisiens et Tunisiennes » pour sortir le pays d'une profonde crise, insistant sur l'égalité des sexes, dès sa première allocution.

— AFP



PHOTO ADALBERTO ROQUE, AFP

Cuba
Castro évoque sa démission à la blague

Le président cubain Raul Castro a évoqué en plaisantant sa prochaine démission, alors qu'il devrait être réélu demain pour un nouveau mandat à la tête de l'État. « Je vais démissionner. Je vais avoir 82 ans, j'ai le droit de me retirer. Vous ne croyez pas ? », a-t-il affirmé aux journalistes en riant.

— AFP



PHOTO GERALDO CASO, AFP

Venezuela
Vers une transition progressive

La publication d'un bulletin médical très pessimiste sur la santé du président vénézuélien Hugo Chavez jeudi soir est venue, selon les observateurs, accréditer la thèse d'un plan gouvernemental visant à échauder une transition progressive avec son dauphin désigné Nicolas Maduro.

— AFP



PHOTO D'ARCHIVES, AFP

Guatemala
Mort du trafiquant « El Chapo » ?

Les autorités du Guatemala ont ouvert une enquête jeudi pour vérifier si « El Chapo », puissant chef du cartel mexicain de Sinaloa, était bien mort lors d'un affrontement armé au nord du pays, près de la frontière mexicaine. Joaquín « El Chapo » Guzmán est le trafiquant de drogue le plus recherché du Mexique.

— AFP

Démission de Benoît XVI

« Vatileaks » refait surface avec un prétendu « lobby gai »

D'APRÈS L'AFP

CITÉ DU VATICAN — À quelques jours de la démission de Benoît XVI, les révélations vraies ou fausses, manipulations ou « scoops » qui avaient ponctué en 2012 le scandale des fuites « Vatileaks », font leur réapparition, évoquant un « lobby gai » au Vatican.

Alors que « Vatileaks » avait cessé de faire la une des médias après la grâce papale en décembre du « corbeau »

Paolo Gabriele, ex-majordome du pape, deux articles dans le quotidien *La Repubblica* et l'hebdomadaire *Panorama* l'ont remis sur le devant de l'actualité.

Selon *La Repubblica*, la décision de Benoît XVI de renoncer à sa charge pourrait avoir été renforcée par sa vive contrariété après avoir pris connaissance en octobre d'un volet – faisant référence à un « lobby gai » au Vatican – de l'enquête ultra-secrète menée au sein de la Curie par une

commission de trois cardinaux à la retraite.

Selon cet article au ton sensationnaliste intitulé « Sexe et carrière, les chantages au Vatican derrière la renonciation de Benoît XVI », le cardinal espagnol de l'Opus Dei, Julian Herranz, qui dirige cette commission, aurait évoqué le 9 octobre devant le pape le dossier « le plus scabreux » : à savoir « un réseau transversal uni par l'orientation sexuelle ».

Selon *Panorama*, le « lobby gai » du Vatican « serait, et de loin, le plus ramifié et influent de tous ceux existant au sein de la Curie » romaine.

Le Vatican a pointé des erreurs grossières dans cet article, estimant qu'il ne doit pas être pris au sérieux. Il n'y aura « ni démentis, ni commentaires, ni confirmations » sur les « spéculations, fantaisies et opinions » diffusées par la presse en cette période, a ajouté le porte-parole, le père Federico Lombardi.

Vaticaniste à *l'Espresso*, Sandro Magister a jugé auprès de l'AFP « complètement privée de fondement l'affirmation selon laquelle le pape aurait pu être influencé par ce rapport », alors que l'existence d'un groupe d'homosexuels travaillant au Vatican est connue depuis des décennies, y compris par Benoît XVI.

Selon Magister, ces articles qui visent à décrire en fin de pontificat « le Vatican comme un marécage déliquescant », ne se réfèrent pas au rapport des cardinaux, auquel personne n'a eu accès.

Selon le père Lombardi, la décision historique du pape de renoncer à sa charge n'est due à aucune « dépression », ni à des motifs psychologiques, mais à l'affaiblissement de ses forces, comme il l'a expliqué.

En octobre dernier, le pape avait évoqué sous forme de métaphore « les mauvais poissons » dans le filet de l'Église.

**DANS LA VIE,
LES MEILLEURES CHOSES
SONT UN, DEUX, GRATUITES.**

À l'achat d'une cuisinière Professional de 36 ou 48 po OU d'un four mural double et d'une table de cuisson de 36 po, obtenez GRATUITEMENT* un lave-vaisselle de la série Emerald

**RABAIS
POUVANT
ATTEINDRE**

6647 \$

LISEZ LE CODE POUR EN SAVOIR DAVANTAGE SUR LA FAÇON DONT VOUS POUVEZ ÉCONOMISER. POUR OBTENIR DES DÉTAILS, VOUS POUVEZ ÉGALEMENT VOUS RENDRE EN MAGASIN OU VISITER LE SITE WWW.THERMADOR.CA RENSEIGNEZ-VOUS SUR NOTRE PROGRAMME DE MODÈLE SUPÉRIEUR ET NOTRE PRIME.

La promotion s'applique aux modèles Thermador sélectionnés. Afin de pouvoir recevoir les électroménagers offerts gratuitement dans le cadre de la présente promotion, le client doit acheter les autres électroménagers à prix régulier, dans la même commande, et au même moment. Les produits doivent être achetés pendant la période de la promotion, c'est-à-dire du 1^{er} janvier au 30 juin 2013. Aucune substitution n'est permise. Consultez un représentant pour obtenir tous les détails. *Jusqu'à épuisement des stocks. Le détaillant peut remplacer le lave-vaisselle gratuit par un modèle de valeur égale ou supérieure. TCAN031-24-107639-1

SUIVEZ-NOUS SUR FACEBOOK

Facebook.com/ThermadorCanada

MONDE ÉLECTIONS ITALIENNES



PHOTO GIORGIO PEROTTINO, REUTERS

Le Cavaliere n’a pas lésiné sur les subterfuges pour faire mousser sa campagne. Que ce soit en annonçant ses fiançailles avec une femme de 28 ans, Francesca Pascale ; ou en faisant l’acquisition du footballeur-étoile Mario Balotelli pour son équipe AC Milan.

Après le départ à la retraite de Benoît XVI, les Italiens verront-ils celui de Silvio Berlusconi ? Il s’est battu avec l’énergie d’un jeune premier lors d’une course électorale passionnante. Pas assez, semble-t-il, pour devancer le Parti démocrate dans les intentions de vote alors que les élections se déroulent demain et lundi. Mais gare à ceux qui annonceraient – encore – sa fin politique trop vite : celui qu’on surnomme « la momie » a ressuscité plus de fois que le Seigneur de l’Église catholique.



MALI ILSE PAQUIN

COLLABORATION SPÉCIALE

ROME

Mercredi midi, à l’hôpital romain San Gallicano, dans l’est de la capitale. Une vingtaine de *carabinieri* montent la garde devant les grilles. À l’intérieur, une cohue de caméramen, d’employés en chemises blanches et de badauds se dispute des centimètres carrés dans une petite salle.

La raison ? À cinq jours des élections, Silvio Berlusconi s’apprête à écouter les doléances de la direction de l’établissement, où 30 % des lits ont été fermés à la suite des coupes budgétaires du gouvernement technique de Mario Monti.

Avec ses cheveux fraîchement colorés, son air figé par les chirurgies plastiques et une surenchère de fond de teint, l’ancien premier ministre semble sortir d’un musée de cire.

Il revient toutefois à la vie lorsqu’il réitère ses promesses populistes. La clé de voûte de son programme électoral est le remboursement des cotisations de 2012 de la taxe d’habitation IMU, très impopulaire.

« Cette taxe à elle seule fait des ravages dans l’économie, explique-t-il sous le regard vigilant d’une dizaine de ses sbires. À cause d’elle, les familles consomment moins, ce qui aggrave la récession », la pire depuis 20 ans en Italie.

Promesses ou duperies ?

Le Cavaliere n’a pas lésiné sur les subterfuges pour faire mousser sa campagne : des fiançailles avec une femme de 28 ans, Francesca Pascale ; l’acquisition du footballeur-étoile Mario Balotelli pour son équipe AC Milan ; des déclarations nationalistes – dont des louanges envers l’ancien dictateur fasciste Benito Mussolini.

Et mercredi dernier, le politicien de 76 ans, qui dispute sa 6^e campagne en 20 ans, a réalisé un coup de maître : l’envoi d’un faux formulaire de remboursement à neuf millions d’électeurs avec l’entête « Avis important : Remboursement de la taxe IMU de 2012. » Furieux, ses

rivaux l’ont immédiatement accusé d’acheter des votes.

« C’est un tricheur », s’est emporté le favori des sondages, le chef du Parti démocrate Pier Luigi Bersani, qui a une faible avance de six points

« Sa drogue préférée est son amour-propre : il brille sous les projecteurs »

— James Walston, politologue

sur Berlusconi et le Parti du peuple de la liberté (PdL).

Les admirateurs du baron de presse n’en pensent pas autant. « Il a déjà tenu ses promesses par le passé, dit Sebastiana Monitto, 73 ans. Il a raison de vouloir baisser le coût de la vie, nous payons trop d’impôt. »

Le vieux renard a mené une campagne extraordinaire qui a fait gagner 14 points à son parti, croit le politologue James Walston. « Sa drogue préférée est son amour-propre : il brille sous

les projecteurs », dit le professeur de l’Université américaine à Rome.

L’autre surprise de la course est l’avance irréductible du démocrate Bersani, dont le parti était crédité de 34 % avant l’embargo sur les sondages en place depuis deux semaines. Ses discours sobres ont peu enflammé les foules et la presse italienne.

« Son principal atout, c’est qu’il n’est pas Berlusconi », résume James Walston en entrevue. Toutefois, sa proximité avec Mario Monti, avec qui il pourrait former un gouvernement de coalition partisan de la rigueur budgétaire (avec Monti comme ministre des Finances), a peut-être éloigné des électeurs.

Abstention

En l’absence de sondages et avec environ 25 % d’indécis, Berlusconi peut toujours créer la surprise aux élections des 24 et 25 février. Un scénario que craignent les dirigeants de la zone euro compte tenu de la dette exorbitante de l’Italie.

La seule certitude de l’issue du scrutin est le taux d’abstention qui sera élevé, particulièrement chez les jeunes. Comme Alessandra Scirdi, comédienne âgée de 26 ans, il risque d’être nombreux à ne pas aller voter. Même le mouvement protestataire de l’ancien humoriste Beppe Grillo n’aura pas son vote.

« Beppe Grillo est un bon acteur, sans plus, dit la jeune femme. La vérité est que l’Italie ne changera pas tant que les électeurs accepteront de vivre dans une fausse démocratie. »

MONDE ÉLECTIONS ITALIENNES

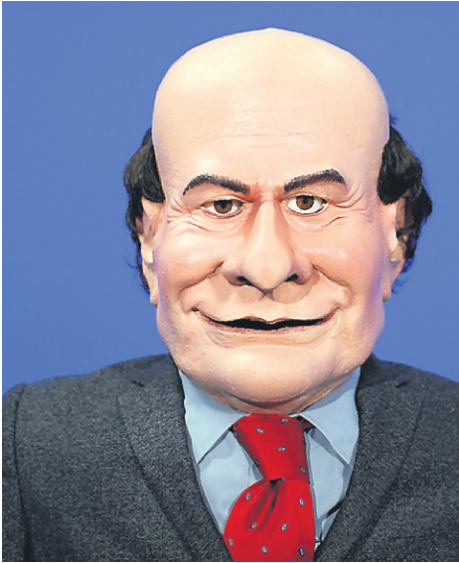
LE PELOTON DE TÊTE

LA CAMPAGNE A ÉTÉ MARQUÉE PAR QUATRE PERSONNAGES TRÈS DIFFÉRENTS LES UNS DES AUTRES. VOICI LES QUATRE PRINCIPAUX CHEFS QUI FORMENT ACTUELLEMENT LE PELOTON DE TÊTE À L'AUBE DU SCRUTIN.

Pier Luigi Bersani
La force tranquille

Regard d'acier, cigare au bec, Pier Luigi Bersani est aux antipodes de Silvio Berlusconi. Le chef du Parti démocrate, grand favori de la course, préfère les bains de foule aux plateaux de télévision. Fils de pompiste, bachelier en philosophie, l'élection de l'homme de 61 ans serait l'aboutissement de près de 40 ans de vie politique. Ancien du Parti communiste, le gauchiste pragmatique prône une libéralisation modérée de l'économie.

Intentions de vote : 34 %



Silvio Berlusconi
Le vieux Casanova

Amateur de femmes et de blagues douteuses, l'homme d'affaires, dont la fortune personnelle est estimée à six milliards de dollars, a un passé trouble qui lui a valu des dizaines de procès. Il aurait bâti son empire grâce à la mafia dans les années 70, selon des enquêteurs et des membres de la pègre. Ses détracteurs l'accusent d'être entré en politique pour profiter de l'immunité judiciaire. Un verdict de culpabilité dans une affaire de fraude en octobre dernier a précipité son retour à la tête du Parti du peuple de la liberté.

Intentions de vote : 28 %

Beppe Grillo
Le révolutionnaire

À en croire l'humoriste engagé Beppe Grillo, le Parlement italien est une usine à pots-de-vin. Son Mouvement 5 étoiles est né en 2007 à la suite de l'immense succès du jour *Vaffancoulo* (« Allez vous faire foutre »), un doigt d'honneur collectif aux politiciens corrompus auquel avaient participé deux millions de personnes. Il est connu du grand public depuis 30 ans et sa notoriété rejaillit sur son parti, dont le programme prévoit l'abolition des syndicats et un référendum sur l'euro, entre autres mesures radicales.

Intentions de vote : 16 %



Mario Monti
Le professeur

« Je suis un économiste, pas un politicien », annonce d'entrée de jeu Mario Monti lorsqu'il est appelé à sauver l'Italie du gouffre financier, en novembre 2011. Alors président de la prestigieuse Université Bocconi, à Milan, il espère que les partis laisseront les mains libres à son gouvernement technique. La période de grâce n'a duré qu'un an. L'ancien commissaire européen à la Concurrence, à la traîne dans les sondages, se dit dans la course pour terminer ses réformes économiques.

Intentions de vote : 14 %

Les créateurs d'une émission satirique italienne (*Gli Sgommati*), semblable aux *Guignols de l'info* en France, ont fabriqué des marionnettes représentant les candidats aux élections.

Le paradis du populisme

MATHIEU PERREAULT
ANALYSE

Le complexe de Cendrillon. Telle est l'expression qu'utilise le politologue Marco Tarchi pour décrire la propension des électeurs italiens à croire aux beaux discours démagogiques dans des temps difficiles. Les élections qui auront lieu les 24 et 25 février constituent l'ultime preuve de l'engouement italien pour le populisme, selon quatre experts consultés par *La Presse*. La campagne électorale a vu la remontée spectaculaire dans les sondages de Silvio Berlusconi, qui a cédé dans la disgrâce son poste de premier ministre à l'économiste Mario Monti en novembre 2011, alors que l'Italie se noyait sous le poids de sa dette. M. Berlusconi et l'autre figure populiste du scrutin, l'humoriste Beppe Grillo, ont promis de reléguer aux oubliettes une portion importante de la lutte contre l'évasion fiscale et la réduction du déficit de M. Monti.

Le gouvernement Monti a touché là des cordes sensibles. Les électeurs de Berlusconi et de Grillo ne lui pardonnent pas d'avoir brutalement rehaussé l'âge d'accès à la pension de retraite. Les spécialistes y voient des racines historiques profondes. « Depuis l'époque de Napoléon, l'Italie s'est construite par voie de plébiscites d'affirmation populaire, explique Gian Luca Fruci, un historien de l'Université de Pise qui participait en décembre à un colloque, *l'Italie, paradis du populisme*. Mais ces plébiscites sont généralement décidés par les élites. Parfois, il y a eu un leader fort qui galvanisait le peuple, comme Garibaldi ou Mussolini. Depuis les années 80, les figures de proue de différents groupes populaires ont proposé des référendums abrogatifs, qui annulent certaines lois. On a une situation où les critiques sans solutions dominent. » Les élites elles-mêmes jouent sur plusieurs tableaux, perpétuant l'idée qu'il est possible d'éviter les

« Dans toute son histoire, l'Italie a tenté d'avancer en profitant de la faiblesse des autres. » — Manlio Graziano

« C'est la folie », estime Franco Pavoncello, politologue à l'Université John Cabot de Rome. Berlusconi engage Balotelli et il gagne 100 000 voix en Lombardie venant des partisans du Milan AC qui se fichent bien de la politique. C'est un véritable marché aux vaches. » Le Cavaliere a aussi promis l'annulation – avec rétroaction pour 2012 – de la taxe immobilière sur la demeure principale (IMU), un cas unique dans l'OCDE. Et des talks-shows menés par ses alliés ont affirmé que la lutte à l'évasion fiscale allait obliger les mères de famille de montrer les reçus de chaque paire de souliers qu'elles achètent pour leurs enfants. « Si je rencontre Monti dans la rue, je le tue », dit un jeune Romain qui vient d'hériter d'une pharmacie dont la valeur a chuté à cause des libéralisations des commerces. « La droite en Italie fait son beurre avec le maintien des privilèges de la petite bourgeoisie et des petits entrepreneurs, explique M. Tarchi, qui enseigne à l'Université de Florence. Il ne faut pas toucher aux postes de fonctionnaires ni à l'évasion fiscale, même si le pays s'enfonce dans la dèche.

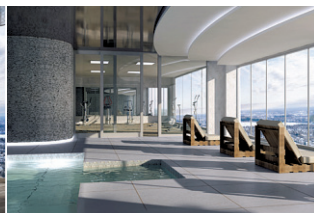
sacrifices et les décisions difficiles, selon Manlio Graziano, un historien turinois qui enseigne à la Sorbonne. « Dans toute son histoire, l'Italie a tenté d'avancer en profitant de la faiblesse des autres. Elle a obtenu son indépendance en profitant de la rivalité entre l'Autriche, la Prusse, la France et l'Angleterre. Durant les deux guerres mondiales, elle a tenté de s'allier avec le vainqueur après avoir tergiversé. » « Durant la guerre froide, elle faisait partie de l'OTAN mais trafiquait avec les Russes, les Algériens et les Iraniens. Durant les années 80, elle a profité des chambardements en Grande-Bretagne, aux États-Unis, en France et de la réunification allemande pour dévaluer sa monnaie en guise de réponse à la concurrence asiatique. Les autres pays d'Europe ont fini par considérer que c'était déloyal et l'ont forcée à choisir entre la lire et l'euro. Mais les Italiens se sont habitués à ce bien-être artificiel et à attendre sur la rive, les pieds au sec, que le navire de l'ennemi passe son chemin. Ils ne sont pas prêts à manger leurs croûtes et à regarder leurs problèmes en face. »



ÉLEVEZ-VOUS
AU-DESSUS DE QUÉBEC!

Au cœur du nouveau quartier des affaires de Québec, dans le Complexe ultramoderne Jules-Dallaire, voici l'édifice d'habitation le plus haut de la Capitale : Altura, condos urbains. 160 unités de luxe réparties en altitude sur 14 niveaux. Modernité, urbanité, tranquillité. Vue incroyable et vie trépidante à vos pieds. Accédez à un niveau supérieur!

altura
condos urbains



Bureau des ventes : 2820, boulevard Laurier, T3, niveau 11, Québec.
Info : 581 309-7996 • info@alturacondos.ca

ALTURA CONDOS . CA

DÉBATS

LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration
Guy Crevier > Président et éditeur
Éric Trottier > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
Mario Girard > Directeur principal de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAUX

Le sommet de l'inquiétude



ANDRÉ PRATTE
apratte@lapresse.ca

Quelques heures de l'ouverture du Sommet sur l'enseignement supérieur, nous sommes plus inquiets que jamais quant à l'issue de la rencontre. Il y aura consensus ou quasi-consensus, c'est sûr. Le gouvernement a trop investi de capital politique dans l'événement pour ne pas trouver une issue susceptible de rallier les étudiants – qui ont déjà tout gagné – et les recteurs – qui sont impuissants de toute façon.

L'inquiétude vient, notamment, de ce qu'on ne sait à peu près rien des intentions du gouvernement sur les enjeux autres que les droits de scolarité. Des 32 pages du «cahier du participant» finalement publié jeudi, seulement 4 portent, en termes très vagues, sur les propositions gouvernementales. Six pages – deux de plus! – sont consacrées aux «renseignements utiles» (accès au site, horaire des navettes, etc.). Le reste du document est constitué d'une série de phrases creuses, du genre: «Pour le Québec, le savoir et sa transmission s'avèrent un véhicule indispensable à la valorisation de son patrimoine culturel et scientifique.»

Le ministre responsable, Pierre Duchesne, promet que le Sommet mènera à de «grandes réformes». Qui, au juste, réclamait de «grandes réformes»? En tout cas, le peu qu'on laisse voir des changements envisagés n'est pas rassurant.

Sur le financement des universités, la réforme est en fait... le statu quo. Que l'indexation des droits soit à 2% ou à 3%, les étudiants québécois vont continuer à payer

moins du quart du coût de leur formation. Pour ce qui est des subventions de l'État, le gouvernement Marois promet un réinvestissement important... sur une période de sept ans. On comprend les recteurs d'être sceptiques.

M. Duchesne voudrait modifier la formule de financement des universités. Il n'évoque qu'une hypothèse: donner plus d'argent aux universités formant davantage de «diplômés de première génération». Depuis 50 ans, les universités québécoises ont accueilli des centaines de milliers d'étudiants de première génération sans avoir eu besoin d'incitatifs financiers. Pourquoi en faudrait-il aujourd'hui?

Le gouvernement soutient que le Sommet est le début d'un processus. Pur camouflage.

L'autre réforme envisagée est la création d'un «conseil national des universités» qui «veillerait à la cohérence du développement du système universitaire». Toute une révolution que voilà! Il y a eu un conseil des universités au Québec de 1968 à 1993; le développement du système était-il plus cohérent à cette époque? Si les fonctionnaires n'ont pu encadrer le réseau suffisamment au goût du ministre, pourquoi un organisme supplémentaire y parviendrait-il?

Le gouvernement Marois soutient que le Sommet n'est qu'«une étape dans notre voyage». Pur camouflage. Le Sommet, c'est la fin du débat sur le financement des universités. Les associations étudiantes ont gagné; les universités – et le Québec – ont perdu.

Le «bon-ententisme»



FRANÇOIS CARDINAL
francois.cardinal@lapresse.ca

Jean-François Lisée a pêché. Il a osé tendre la main aux Anglo-Montréalais, une «dérive» critiquée par Jacques Parizeau qui pourfend le «bon-ententisme» du ministre, façon polie de dénoncer cette collaboration avec l'ennemi.

Les menaces au français ont beau avoir changé, «les Anglais» font toujours peur à M. Parizeau... Il y a certes une mince part de conflit générationnel dans l'escarmouche opposant l'ancien premier ministre à son conseiller de l'époque, mais il y a surtout un conflit entre deux visions des relations entre Québécois de différentes langues. Pour l'un, les anglophones font partie du problème, pour l'autre, ils font partie du Québec.

Les menaces au français ont beau être ailleurs, «les Anglais» font toujours peur à M. Parizeau...

L'ancienne garde péquiste croit encore que les anglophones doivent reculer pour qu'avancent les francophones. Elle parle d'«ouverture» avec dédain. Elle pourfend «la bonne entente» comme s'il s'agissait d'une abdication. Elle confond assimilation et «sécurité linguistique». Elle dénonce tout accommodement comme autant de «dérives».

Pourtant, le rapport de force a changé au Québec depuis 40 ans. Le français a progressé. Son usage est plus répandu. Les jeunes immigrants reçoivent un enseignement en français. Les

anglophones n'ont jamais été aussi bilingues et intégrés.

Et pourtant, on leur envoie le message que peu importe leur ouverture, ils n'en feront jamais assez. Qu'ils sont responsables de la perte de vitesse du français à Montréal. Qu'ils constituent une menace à la survie de la langue.

Or, Montréal ne s'anglicise pas autant qu'elle se «défrancise».

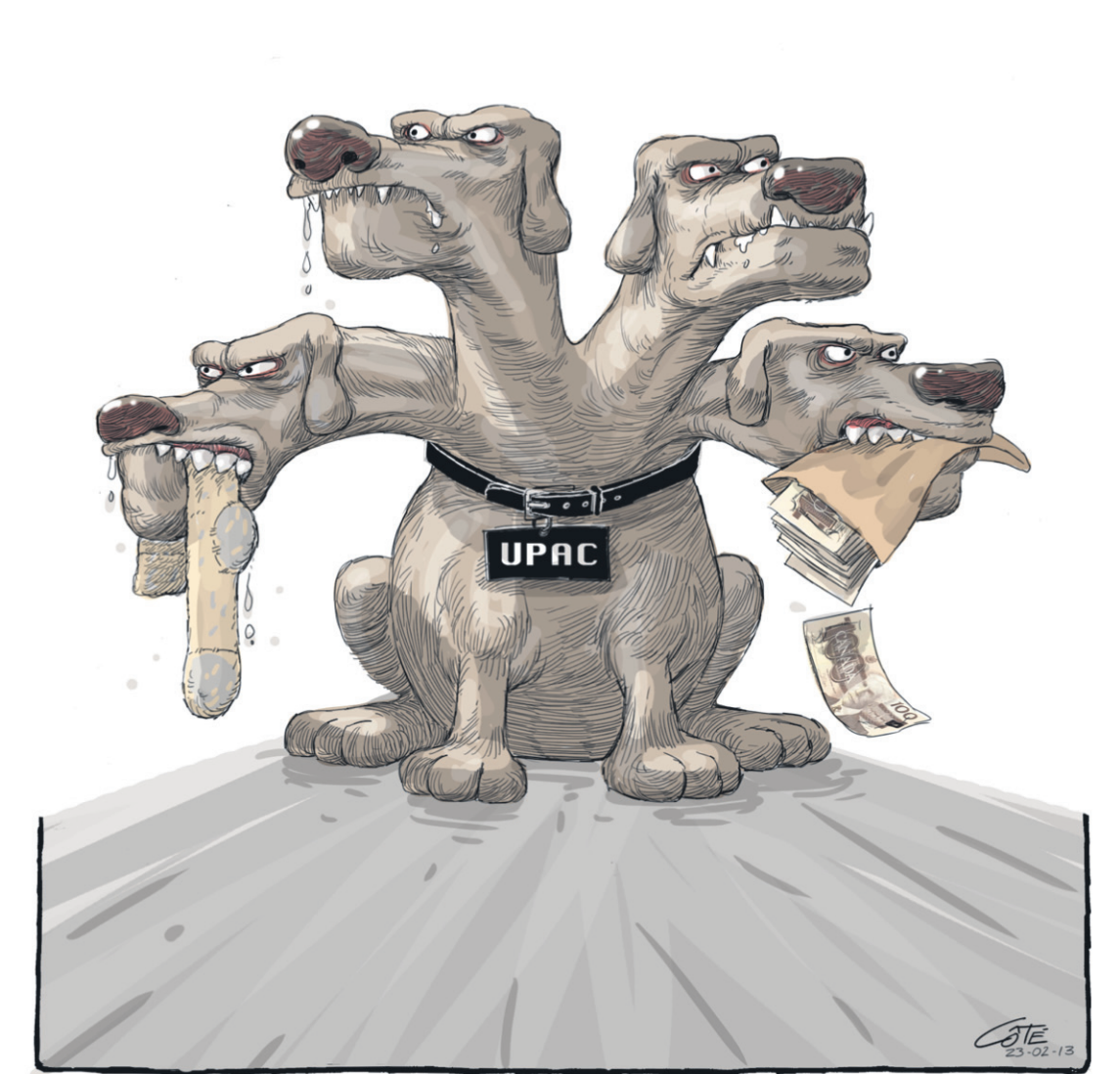
Le problème n'en est pas un de croissance de l'anglais, mais bien de décroissance: décroissance de la natalité et décroissance du nombre de francophones sur l'île. Deux phénomènes qui font bel et bien reculer le français dans la métropole, mais qui n'ont rien à voir avec les anglophones, encore moins avec l'ouverture du ministre Lisée.

Les plus récents chiffres de Statistique Canada le confirment. Les jeunes immigrants parlent de plus en plus français à l'école, dans la cour, dans leur quartier. Ils ramènent ainsi cette langue à la maison, laquelle s'ajoute à la langue des parents.

Mais ce processus, nécessairement long, est contré par l'affluence des immigrants allophones qui emménagent presque tous sur l'île, et par l'exode des francophones qui quittent massivement pour la banlieue.

Et pourtant, ce qui anime les «véritables» défenseurs du français, ce sont des symboles peu menaçants. Le bilinguisme des guichetiers du métro au centre-ville. Le statut de quelques petites municipalités bilingues. Le menu des restaurants italiens...

Le défi, aujourd'hui, n'est pas de s'attaquer aux épouvantails du passé, mais bien de créer un territoire encore plus fertile à l'épanouissement du français dans la ville centre. Cela passe par la rétention des francophones sur l'île, mais aussi par une meilleure intégration des immigrants et une augmentation des interactions entre francos, anglos et allophones. Bref, par une «bonne entente» entre les groupes linguistiques.



DROITS RÉSERVÉS / apcote@lesoleil.ca

LAPRESSE.CA/DEBATS



LE BLOGUE DE L'ÉDITO

Université: la fable égalitariste par Mario Roy

LA QUESTION DU JOUR

Pour débusquer des fraudeurs, une cinquantaine de fonctionnaires fédéraux font des visites surprises chez des chômeurs. Êtes-vous d'accord?

Oui, 48% Non, 49%
Je ne sais pas, 3%

Résultats à 16h30, hier – 11 373 répondants

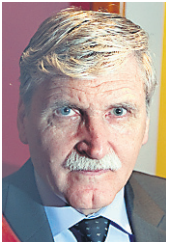
LES UNIVERSITÉS ANGLOPHONES FINANCÉES DÉMESURÉMENT

Une opinion à lire exclusivement à lapresse.ca/debats

OPINION

Un reflet de la réalité

Il faut espérer que le film *Rebelle* fera découvrir le drame des enfants-soldats partout dans le monde



ROMÉO DALLAIRE
L'auteur est sénateur et ancien commandant de la Mission des Nations unies pour l'assistance au Rwanda.

Plus d'une décennie s'est écoulée depuis la fin de la sanglante guerre civile en Sierra Leone, qui a été marquée par les diamants de la guerre et les enfants-soldats, et au cours de laquelle plus de 2,5 millions de personnes ont été déplacées, et plus de 50 000 civils tués.

Si cette nation d'Afrique occidentale connaît désormais la paix, le recours à des enfants soldats continue aujourd'hui d'être pratiqué par une cinquantaine de groupes armés dans le monde. Beaucoup de ces filles et de ces garçons sont volés à leur famille pour être ensuite mutilés, violés, drogués, sans compter les autres sévices qu'on leur fait subir.

Rebelle, le film de Kim Nguyen, même s'il ne se déroule pas en Sierra Leone, est une remarquable description de la vie d'une fille-soldate. L'histoire est celle de Komona, 12 ans, capturée par des rebelles qui la contraignent à assassiner ses propres parents. C'est un film de fiction, mais les situations sont bien réelles.

Partout dans le monde, des groupes utilisent des enfants qui sont pour eux une ressource renouvelable peu coûteuse et facile à endoctriner. Ils sont utilisés comme un outil militaire stratégique par ceux qui ne

cessent de violer les droits de la personne dans leurs propres intérêts.

Les filles-soldates, qui représentent jusqu'à 40 % de tous les enfants-soldats, connaissent des difficultés extrêmes. Lorsque j'étais en Sierra Leone, en 2011, nous n'arrivions à démobiliser qu'une fille pour dix garçons. Pourquoi? Comme les garçons, les filles peuvent mener et commander des enfants sur les champs de bataille, mais dans ces sociétés dominées par les hommes, elles sont aussi chargées d'assurer la logistique, ainsi que de faire la cuisine et le ménage. À ces activités s'ajoute également le rôle d'esclave sexuelle et de «femme de brousse». Le film décrit très précisément ce double rôle qu'assument

sorcellerie, de la drogue, de la violence sexuelle et des minéraux de la guerre qui ont déclenché et alimenté les conflits en Sierra Leone et en République démocratique du Congo. Le film aborde franchement tous ces problèmes et permet ainsi de mieux comprendre la complexité de ces conflits armés.

Cependant, on ne nous dit rien, à la fin du film, de la façon dont Komona pourra reconstruire sa vie.

Nous devons, en tant que société, éradiquer jusqu'à l'idée même que des enfants puissent être utilisés comme armes, et œuvrer à la prévention d'un tel état de fait. C'est ce que tente de faire le Roméo Dallaire Child Soldiers Initiative (RDCSI), basé à l'Université Dalhousie.

Les quelques filles-soldates qui sont désarmées et démobilisées avec succès sont généralement rejetées par leur communauté. On leur refuse amour et affection.

les filles-soldates au sein de ces groupes armés.

De plus, les quelques filles-soldates qui sont désarmées et démobilisées avec succès sont généralement complètement rejetées par leur communauté. On leur refuse amour et affection, car elles sont associées à une souffrance généralisée qui mettra peut-être des années à s'apaiser. Nous avons pu constater à maintes reprises cet état de fait.

Le film de Nguyen traite, de façon critique, de la

J'espère que le film *Rebelle* permettra de rappeler ou de faire découvrir le drame des enfants-soldats, et plus particulièrement des filles-soldates, partout dans le monde. Nous ne pouvons pas permettre que ce drame sombre dans l'oubli, comme c'est trop souvent le cas. Il nous faut sans plus attendre mettre fin au recours à des enfants-soldats. L'urgence de relever ce défi est criante pour tous. Nous ne pouvons plus attendre et devons saisir l'occasion qui nous est offerte.

À BIEN Y PENSER

J'ai visionné les images vidéo des quatre policiers de Trois-Rivières qui battent littéralement un jeune soupçonné de vol qui ne les menaçait aucunement. J'ai failli vomir mon souper. Comme citoyen du Québec, j'exige que tous les policiers apparaissant sur ces images soient congédiés et poursuivis au criminel. Il ne peut en être autrement.

— Luc Hébert, Saint-Hyacinthe

DÉBATS

La pensée magique

Le Collectif de médecins opposés à l'euthanasie ne tient pas compte d'une réalité : l'accès insuffisant aux soins palliatifs



PATRICK MAHONY
L'auteur, qui réside à Magog, a perdu son père en 2008.

Mon père, James Mahony, est mort de la maladie de Lou Gehrig et quand j'entends le discours prêchi-prêcha du D^r Patrick Vinay, porte-parole du Collectif de médecins du refus médical de l'euthanasie, je me dis qu'ils n'ont rien compris à la compassion et la dignité. Ils subordonnent les désirs des patients à leurs convictions personnelles, mais en ne pouvant pas assurer que tous ceux qui auraient besoin de soins palliatifs y aient accès.

C'est une prise de position désolante de la part d'une partie du corps médical. C'est d'autant plus désolant lorsqu'on lit le rapport sur le Droit de mourir dans la dignité qui, lui, est empreint de compassion pour les mourants et leurs familles.

Les médecins de la coalition veulent le plein accès aux soins palliatifs, ce qui relève de la pensée magique dans le contexte hospitalier actuel. Statistiquement et économiquement, avec le vieillissement de la population et les budgets limités du ministère de la Santé, un plein accès aux soins palliatifs pour tous ceux qui en auraient besoin est impossible.

Des milliers de gens vont mourir dans la douleur et l'agonie ou devront subir les affres d'un système hospitalier qui sapera toute leur dignité, ce qui finira par les tuer, mais encore plus cruellement.

Voici le cas de mon père. Cinq jours avant sa mort, mon père doit passer un examen en neurologie. Il est confiné à un fauteuil roulant, mais somme toute, sa santé était bonne. En attendant de passer l'examen, il a demandé de l'aide au personnel pour aller aux toilettes. Le temps qu'on trouve un lève-personnes, une personne qualifiée



PHOTO FOURNIE PAR PATRICK MAHONY

Si mon père, James Mahony, avait su qu'un jour on le laisserait baigner dans ses excréments, il se serait flingué avant.

pour l'opérer et le transférer dans une toilette adaptée, il avait déféqué dans son pantalon. On n'a pas offert d'excuses, ni de le changer,

arrivé, il a été pris en charge et nettoyé. Il a passé près de trois heures à baigner dans ses excréments. Il a juré à tout le personnel que ça ne

laisserait baigner dans ses excréments, il se serait flingué avant.

Le D^r Vinay et sa bande préfèrent la quantité à la

veut, n'a pas d'importance à leurs yeux. Ils croient que les patients, dans leur souffrance, n'ont plus toute leur tête et qu'ils ne peuvent pas effectuer un choix éclairé. Pourquoi pousser la souffrance jusqu'à son extrême limite quand ce n'est pas nécessaire et que le patient choisit une autre voie?

Si certains médecins, pour des raisons morales, de croyance religieuse ou par un attachement fanatique au serment d'Hippocrate, ne veulent pas aider ceux et celles qui veulent mettre fin à leurs jours, grand bien leur fasse, mais il ne faudrait pas empêcher les autres de le faire ou les pousser à le faire dans des conditions moins que convenables.

Des milliers de gens vont mourir dans la douleur et l'agonie, ou devront subir les affres d'un système hospitalier qui sapera toute leur dignité, ce qui finira par les tuer, mais encore plus cruellement. Comme ce fut le cas de mon père.

ni de linge de rechange. On l'a laissé mijoter. Le rendez-vous a été annulé et il est retourné en transport adapté à l'institut de soins palliatifs où il logeait. Une fois

se reproduirait plus jamais. Le lendemain, il a commencé à éprouver des problèmes respiratoires qui ont empiré jusqu'à ce qu'il meure. S'il avait su qu'un jour on le

qualité. Ils veulent étirer la vie jusqu'au dernier souffle, même si elle est misérable tant pour le malade que pour sa famille. Ce que le patient ressent, ce qu'il vit, ce qu'il

Incompatibles

Les soins palliatifs et « l'aide médicale à mourir » sont en totale opposition



MARK BASIK
L'auteur est chirurgien oncologue et chef de l'équipe médicale de cancer du sein à l'Hôpital général juif de Montréal.

Je m'occupe des patientes qui sont atteintes du cancer du sein. Malheureusement, certaines d'entre elles finissent aux soins palliatifs de mon hôpital. En les visitant, je constate que l'unité des soins palliatifs est un lieu d'une grande dignité qui offre à mes patientes la compassion, le repos, l'attention à tous leurs besoins, une possibilité de soins vraiment humains pour la fin de vie.

Et quand je discute avec les médecins qui y œuvrent, je me rends compte qu'ils sont presque tous farouchement opposés à la décriminalisation de l'euthanasie, ou comme certains l'appellent, « l'aide médicale à mourir ». Mais pourquoi donc?

Ces médecins sont ceux qui accompagnent nos proches, nos malades dans leurs dernières heures. Ce sont eux qui ont l'expérience quotidienne des soins de fin de vie. Ce sont eux qui ont souvent changé de domaine professionnel pour consacrer leur vie professionnelle à une condition médicale qui est vouée à l'échec matériellement parlant.

Pourtant, presque à l'unanimité, ils luttent contre l'idée d'ouvrir la porte à l'euthanasie, contre plusieurs de leurs collègues, contre leur Collège des médecins, contre les avocats, contre leur société, semble-t-il! Bien sûr, la commission les a entendus, mais elle ne semble pas les avoir écoutés. Pourtant, ils crient sur tous les toits: ne changez pas la loi!

Pourquoi donc cette opposition à la porte de l'euthanasie, pourtant d'apparence si humaine, si pleine de compassion? La D^{re} Catherine Dopchie, médecin oncologue belge œuvrant en soins palliatifs en Belgique, là où

l'euthanasie est déjà décriminalisée, nous l'a dit lors d'une conférence récente à Montréal: les deux philosophies, celle de l'euthanasie et celle des soins palliatifs sont en opposition. Totale.

En parlant de son expérience, elle nous a dit que la présentation de l'euthanasie comme la mort douce, comme LA solution digne et coura-

à demander l'« aide à mourir »? Devant la commission spéciale, beaucoup de médecins, oncologues, infirmières, étudiants même, nous ont livré de multiples témoignages émouvants et humains, nous racontant que lorsque vient le moment, les gens veulent vivre, se rapprochent de leurs familles, et très souvent s'engagent sur un des

Si cette aide à mourir est proposée et appliquée rapidement dans un moment de découragement, alors certains patients prendront précocement la porte de sortie.

geuse déroute nos contemporains, bloque l'accessibilité aux soins palliatifs, défigure et entrave la prise en charge palliative.

Pensez-y. Imaginez un vieillard atteint d'un cancer incurable qui voit sa famille puiser des énergies pour s'en occuper, ne va-t-il pas songer

plus riches et beaux chemins de leur vie. Dans mon expérience, et celle de mes collègues, la pensée « d'en finir » ne devient presque jamais un désir réel sur le moyen et le long terme. Mais si cette aide à mourir est proposée et appliquée rapidement dans un moment de découragement

comme ça se voit parfois, alors certains prendront précocement la porte de sortie. Alors, n'assisterons-nous pas à des écourtements de vie au seuil d'une grande richesse potentielle, d'une réconciliation familiale? Peut-être.

La contradiction entre les soins palliatifs et l'euthanasie peut se résumer par cette question: est-ce que la fin de vie est un moment qui a une valeur quelconque ou non? Les soins palliatifs proclament: OUI. L'euthanasie: NON.

Les soins palliatifs représentent un des progrès les plus humains de la médecine moderne. Ils représentent ce qu'il y a de plus beau dans la médecine: l'effort d'embrasser toute la vie humaine, incluant les moments de la fin de vie. Comme me le disait une de mes patientes présentant aux soins palliatifs: c'est ce que les gens veulent, mourir dans la dignité, c'est-à-dire mourir aux soins palliatifs, ici! Alors promettez d'aider l'expansion des soins palliatifs tout en introduisant ce qui leur est antagoniste et néfaste sonne totalement faux.

Soyons une société plus humaine, et construisons un réseau de soins palliatifs disponible pour tous. Et surtout, demandons au gouvernement de ne pas nous mettre le bâton dans les roues avec son projet de promotion de l'euthanasie.

Liberté sous caution accordée

Pistorius gagne la première manche

Le champion paralympique, accusé de meurtre, est sorti libre du tribunal de Pretoria. La première audience de son procès devrait se tenir en juin.

PATRICIA HUON
COLLABORATION SPÉCIALE

PRETORIA — Oscar Pistorius est libre. Après des audiences qui ont duré quatre jours, le tribunal de Pretoria a répondu favorablement à la demande de mise en liberté sous caution de l’athlète, accusé du meurtre de sa petite amie, Reeva Steenkamp.

Le montant de la caution a été fixé à un million de rands, soit environ 115 000\$, dont 10 % ont dû être versés sur le champ. La famille de l’athlète a, évidemment, éclaté de joie à l’annonce de la décision. Oscar Pistorius, par contre, est resté calme et a continué à sangloter pendant un moment, comme s’il ne réalisait pas vraiment ce qui venait de se dire. Les conditions de cette mise en liberté sont assez strictes : l’athlète ne peut pas quitter Pretoria, la capitale sud-africaine, sans autorisation, doit remettre son passeport et se présenter régulièrement dans un commissariat de police. Il a également interdiction de s’approcher de la famille de la victime et de consommer d’alcool ou des substances prohibées.

Pendant près de deux

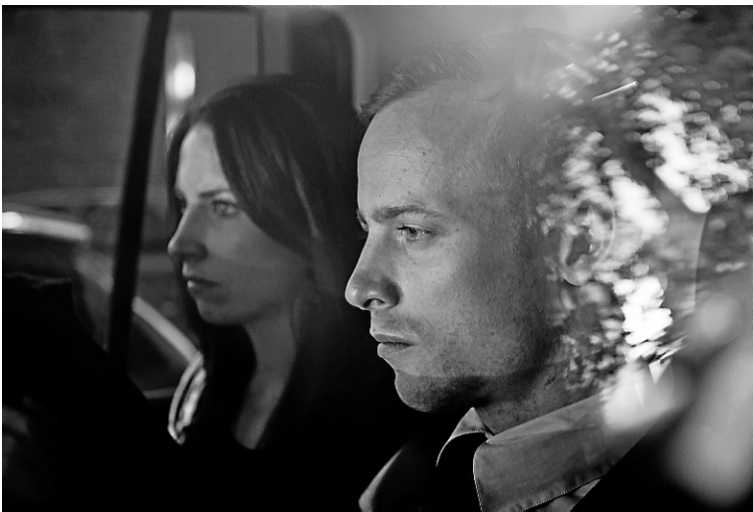


PHOTO NELIUS RADEMAN, ASSOCIATED PRESS
Oscar Pistorius, ici en compagnie de sa sœur Aïmee, a payé une caution de près de 115 000 \$ pour obtenir sa liberté conditionnelle.

heures, le juge, Desmond Nair, a tenu tout le monde en haleine, semblant tour à tour retenir les arguments des deux parties. Le magistrat a longuement rappelé la procédure qu’a suivie la cour cette semaine, et a résumé les déclarations des différents témoins. Il a ainsi mis en évidence les failles du témoignage de l’inspecteur principal chargé de l’enquête – aujourd’hui dessaisi de l’affaire – qui contenait de nombreuses erreurs et approximations. Néanmoins, le magistrat a indiqué que cela ne signifiait pas que le parquet ne disposait pas d’arguments solides dans cette affaire.

Desmond Nair ne s’est pas laissé convaincre par l’argument de l’accusation, affirmant qu’il y aurait un risque important qu’Oscar Pistorius tente

de fuir le pays. « Quel genre de vie mènerait-il, s’il est en fuite et doit se cacher, avec ses prothèses? », avait-il demandé au cours de l’audience.

Quant à l’existence de précédents incidents impliquant le sportif, pour le juge, cela ne constitue pas une preuve suffisante pour démontrer que celui-ci est enclin à la violence.

Rappelons que cette mise en liberté n’indique pas la position du magistrat quant à la culpabilité ou l’innocence d’Oscar Pistorius. Pour connaître le verdict de la Cour à sur ce plan, il faudra attendre le procès. Celui-ci pourrait se tenir dans plusieurs mois, voire plusieurs années.

✚ « QUI EST VRAIMENT OSCAR PISTORIUS? », DE PHILIPPE CANTIN, EN PAGE 6 DES SPORTS.

DEPARDIEU À MOSCOU

«Ambassadeur» d’une «Russie nouvelle»

D’APRÈS L’AFP

MOSCOU — L’acteur français Gérard Depardieu, de retour en Russie, dont il a adopté la nationalité après une polémique en France, s’est présenté hier en tant qu’« ambassadeur » d’une « Russie nouvelle » et s’est engagé à apprendre le russe.

« Maintenant, il y a une Russie nouvelle qui se réveille et qui est toute celle que j’aime, parce que c’est celle qui protège la littérature, les auteurs, les peintres et les musiciens », a déclaré

le Bolchoï avec le ministre de la Culture, parlé de projets à la télévision, et devait aussi rencontrer le patriarche orthodoxe.

Aujourd’hui, Gérard Depardieu est attendu à Saransk, capitale de la république de Mordovie, où les autorités locales doivent procéder à l’enregistrement de son adresse officielle de résidence en Russie.

Les médias russes ont pratiquement tous relevé, citant des sources locales, que l’adresse de l’acteur serait la « rue de la Démocratie »

Les médias russes ont pratiquement tous relevé, citant des sources locales, que l’adresse de l’acteur serait la « rue de la Démocratie ».

M. Depardieu, à l’inauguration après travaux du cinéma Illusion, une salle célèbre de la capitale russe.

« Je vais apprendre »

C’est la Russie « que les pays étrangers ne connaissent pas tout à fait encore et que votre président essaye de remettre à l’honneur », a poursuivi l’acteur.

« Et je suis un peu le messager, le baladin du monde occidental, l’ambassadeur d’une Russie nouvelle que j’aime », a-t-il souligné.

« Je ne parle pas encore russe, mais ça va venir, je vais apprendre », a-t-il promis.

Arrivé la veille à Moscou, M. Depardieu a visité hier

(Demokraticeskaja), une artère du centre de cette ville de 300 000 habitants située à 650 kilomètres à l’est de Moscou.

L’acteur, âgé de 64 ans, s’était vu offrir début janvier la nationalité russe par le président Vladimir Poutine, après une polémique avec le Premier ministre français Jean-Marc Ayrault, qui avait qualifié de « minable » sa décision de quitter la France pour la Belgique pour des raisons fiscales.

Il avait à cette occasion qualifié la Russie de « grande démocratie » et critiqué l’opposition russe, ces déclarations étant vivement dénoncées par celle-ci.

LE MONDE EST PETIT



NOUS VOYONS GRAND



Université Concordia
**Association
des diplômés**

MESSAGE DE L'ASSOCIATION DES DIPLÔMÉS DE L'UNIVERSITÉ CONCORDIA
AU NOM DE SES 170 000 MEMBRES DU MONDE ENTIER

LES AVANTAGES DE LA RECHERCHE À L'UNIVERSITÉ CONCORDIA?
ILS SONT ÉVIDENTS.

46 000 ÉTUDIANTS BÉNÉFICIENT D'UN ENVIRONNEMENT RICHE EN DÉCOUVERTES.

MISE AU POINT D'UNE SUBSTANCE CHIMIQUE ARRÊTANT LA PROGRESSION DU CANCER

▼ ÉLABORATION DE SOLUTIONS CONTRE L'OBÉSITÉ INFANTILE

▼ PROMOTION DE CHANGEMENTS DE MODE DE VIE POUR BIEN VIEILLIR

▼ CONCEPTION DE BÂTIMENTS GÉNÉRANT AUTANT D'ÉNERGIE QU'ILS EN CONSOMMENT

▼ UTILISATION D'ENZYMES FONGIQUES POUR STIMULER L'INNOVATION INDUSTRIELLE

▼ MESURE DE L'IMPACT DE LA CULTURE NUMÉRIQUE SUR LA SOCIÉTÉ

▼ CRÉATION DE TEXTILES INTELLIGENTS

▼ ÉVALUATION DE L'INFLUENCE DES AMIS CHEZ LES JEUNES

▼ ANALYSE DES LIENS ENTRE SANTÉ MENTALE ET MILIEU DE TRAVAIL

▼ ÉTABLISSEMENT DE NOUVELLES PRATIQUES D'AGRICULTURE DURABLE

▼ CONSTRUCTION DE PETITES ÉOLIENNES URBAINES

▼ INTÉGRATION DE LA NOTION DE DURABILITÉ ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE DANS LES ACTIVITÉS DES ENTREPRISES...



UNIVERSITÉ
Concordia
UNIVERSITY

ENSEMBLE, REPENSONS LE MONDE

LA PRESSE

LA LOUISIANE
EN FAMILLE

Et d'autres destinations
pour tous dans
VOYAGE.



le Choix du Président.



BON POUR
VOUS ET
SI BON AU
GOÛT!



Énergisez votre
déjeuner avec notre
granola à grains entiers
riche en fibres!

Fabuleusement rafraîchissante, hydratante et sans gras!



EAU DE NOIX DE COCO FAITE DE CONCENTRÉ PC^{MD} 1 L
3.99\$

Smoothie tropical à la noix de coco @ [pc.ca](https://www.pc.ca)

CHOIX SENSÉS POUR VOTRE MAISONNÉE



Optez pour le quinoa!



QUINOA DORÉ ET NOIR PC^{MD} BIOLOGIQUE^{MC}
Emballage de 225 g
Autre variété offerte :
• Quinoa original
2.49\$

Chili végétarien nourrissant au quinoa @ [pc.ca](https://www.pc.ca)



↑ PROTÉINES DE SOYA
↑ TENEUR ÉLEVÉE EN FIBRES



**GRANOLA BOOST^{MC} AVEC
PROTÉINES - CHOCOLAT**
PC^{MD} MENU BLEU^{MC}

Sac refermable de 325 g

2⁹⁹\$

Et autres variétés assorties



Découvrez 5 délicieuses façons de
savourer le Granola Boost^{MC} @

pc.ca

Plus de 275 délicieuses idées pour manger sensé!

Procurez-vous votre exemplaire
en magasin dès aujourd'hui ou
consultez-le @

pc.ca



**CHOIX SENSÉS
POUR VOTRE MAISONNÉE**

(Nouveau!)

**YOGOURT GREC
0% M.G. NATURE PC^{MD}**
Contenant de 908 g
Préparé au Canada

6⁹⁹\$



On craque pour
le yogourt grec!

Poulet à la grecque et salade de légumes @

pc.ca



Plus de 275 délicieuses idées pour manger sensé!

Procurez-vous votre exemplaire en magasin dès aujourd'hui ou consultez-le @ pc.ca

Une délicieuse option pour le souper!



FILETS DE TILAPIA SANS PEAU PCMD MENU BLEU^{MC}
Produit surgelé, 2 par emballage de 280 g

4⁹⁹\$

FAIBLE TENEUR EN GRAS
FAIBLE TENEUR EN SODIUM



Pourquoi consommer des fibres?

Essayez d'inclure une combinaison de fibres et de protéines dans tous vos repas. Les fibres aident à régulariser votre système digestif, tandis que les protéines agissent pour stabiliser votre niveau d'énergie. Nous savons tous à quel point les fibres sont importantes

et pourtant nous sommes nombreux à ne pas consommer les 25 à 35 grammes recommandés par jour. Les pains, pâtes et riz brun à grains entiers sont un moyen facile d'augmenter l'apport en fibres de votre famille sans sacrifier le bon goût.



Nathalie Regimbal
Diététiste-nutritionniste

De quoi vous satisfaire pleinement!



Voici l'un de nos coups de cœur. Et vous, quel est le vôtre?

FIBRES*
FAIBLE TENEUR EN GRAS

*7 g de fibres par 340 g



POULET DANS UNE SAUCE PIQUANTE AUX ARACHIDES PCMD MENU BLEU^{MC}
Produit surgelé, emballage de 340 g

2⁹⁹\$ Et autres variétés assorties

le Choix du Président.



Loblaws **provigo**

Certains produits sont aussi offerts chez :

maxi

maxi

l'intermarché

PRIX EN VIGUEUR EN MAGASIN DU JEUDI 21 FÉVRIER AU MERCREDI 20 MARS 2013

NOTE AUX CONSOMMATEURS : Les produits annoncés dans notre journal Trouvailles^{MD} sont offerts dans les magasins Loblaws^{MD}, Provigo^{MD}, Maxi^{MD}, Maxi & Cie^{MD} et L'Intermarché. Certains magasins Maxi^{MD}, Maxi & Cie^{MD} et L'Intermarché peuvent ne pas avoir tous les produits en stock. Certains articles ou variétés d'articles sont offerts en quantité limitée et peuvent ne pas être offerts dans tous les magasins. Les prix courants des articles en promotion ainsi que les variétés de produits (saveur, couleur, caractéristiques, style) peuvent différer d'un magasin à l'autre. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités aux besoins raisonnables d'une famille. Aucune vente aux marchands. Nous ne sommes pas dans l'obligation d'honorer les prix des produits qui ont fait l'objet d'erreurs ou d'erreurs typographiques ou de photos. Les taxes applicables et les consignes sont en sus. Les prix indiqués sont en vigueur dans les magasins du Québec seulement. Les marques de commerce, les marques de service et les logos montrés dans ce journal sont des marques de commerce de Loblaws inc. ou d'autres entreprises. © Loblaws inc. 2013.